

PRÉSIDENTE

Tebboune reçoit les lettres de créances des nouveaux ambassadeurs d'Angola, du Japon et de Tunisie en Algérie

P. 24

ALGÉRIE-ESPAGNE

Boukadoum en visite de travail à Madrid

P. 24

ARGENTINE-ALGÉRIE

Hommage à l'Algérie pour avoir accueilli des opposants pendant la dictature

P. 24

ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Tebboune : «aller vers une économie diversifiée et productrice de richesse en rompant avec les anciens modes»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé hier à Alger à "changer de modèle de développement économique" en rompant avec les anciens modes pour "sortir de l'économie de rente et aller vers une économie diversifiée et productrice de richesse". "Vous n'êtes pas sans savoir que notre pays est confronté aujourd'hui à des défis majeurs pour sortir de l'économie de rente et aller vers une économie diversifiée et productrice de richesse. Cela passe par la rupture avec les anciens modes et le changement du modèle de développement économique de manière à pouvoir rattraper la marche du développement économique mondial", a affirmé le Président Tebboune dans une allocution à l'ouverture des travaux des Assises nationales sur l'économie de la connaissance, au Centre international des conférences (CIC) d'Alger, lue en son nom par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad. P. 3

DKnews-APS



LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Lancement de la campagne électorale le 17 mai à la lumière des dispositions du nouveau code électoral

P. 3

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES RISQUES MAJEURS

Cristalliser les recommandations dans le projet de la nouvelle stratégie (Beldjoud)

P. 4

RAMADHAN

Les commerçants appelés à se conformer à la Chariâa dans toutes leurs transactions (ministre)

P. 3

SANTÉ

MAUX DE TÊTE

Quelle différence entre céphalée de tension et migraine ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (MISE À JOUR)

L'ESS pour prendre les commandes, le MCA sommé de réagir

P. 21



PRESSE ÉLECTRONIQUE

Une centaine de sites d'information sécurisés avant l'été en Algérie (Belhimer)

P. 16

ARMES, MUNITIONS ET ÉQUIPEMENTS SENSIBLES

Les demandes à déposer au niveau de la wilaya d'Alger

P. 2

ARMES, MUNITIONS ET ÉQUIPEMENTS SENSIBLES Les demandes des opérateurs économiques à déposer au niveau de la wilaya d'Alger



Les services de la wilaya d'Alger ont invité, dimanche, tous les opérateurs économiques activant dans le domaine "des équipements sensibles, sociétés de gardiennage, matériaux sensibles, armes et munitions" à se rapprocher du service de la réglementation générale pour y déposer les dossiers de licences relatives à la possession de ces équipements, indique un communiqué de ces mêmes services.

L'opération de dépôt et d'étude des dossiers de demandes de licences susmentionnées a débuté le 15 mars - ajoute le communiqué - au niveau du service de la réglementation générale relevant de la Direction de la Réglementation et Affaires Générales (DRAG) (Bureau de la réglementation).

Le propriétaire du dossier obtient un récépissé et son dossier sera transféré, par la suite, au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire pour l'obtention de la licence d'exploitation, précise la même source qui ajoute que l'opérateur sera informé de la décision des services compétents à travers les services de la wilaya d'Alger.

SONATRACH Traitement de 390 bassins pétroliers dans la wilaya d'Illizi

La Société nationale des hydrocarbures Sonatrach a contribué au traitement de 390 bassins pétroliers dans la wilaya d'Illizi, dans le cadre des démarches visant à protéger l'environnement et réduire la pollution industrielle, a indiqué dimanche la compagnie.

Les 117 bassins seront définitivement traités d'ici la fin de l'année en cours, ajoute la société.

Le Président directeur général de la Sonatrach, Toufik Hakkar a récemment signé la Déclaration générale de la politique hygiène, sécurité et environnement (HSE) de l'entreprise, confortant sa volonté de tout mettre en œuvre pour atteindre les meilleurs standards dans ces domaines".

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 3 décès et 154 blessés en 24 heures

Trois (3) personnes ont trouvé la mort et 154 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique lundi un communiqué de la Protection civile.

Les éléments de la Protection civile sont, par ailleurs intervenus, pour l'extinction de 4 incendies dans les wilayas de Sétif, Ghardaïa, Batna et Tindouf, ayant causé des gênes respiratoires à une personne suite à l'incendie qui s'est déclaré dans une armoire électrique à l'entrée d'un immeuble situé à la cité 20 Aout 1955, commune et daïra de Sétif.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué, également, 50 opérations de sensibilisation à travers 7 wilayas (35 communes), pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique, ainsi que 33 opérations de désinfection générale à travers 3 wilayas (16 communes), note le communiqué.

CULTURE

L'artiste Fatiha Nesrine n'est plus



L'artiste algérienne Fatiha Nesrine est décédée lundi à Alger, à l'âge de 74 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris de sources proches. Le parcours artistique de la défunte a débuté en 1964 au sein du groupe folklorique du Ballet national algérien. Encadrée par l'artiste Fadhéla Dziria, Feu Fatiha Nesrine a interprété plusieurs chansons. En tant qu'actrice, elle a joué plusieurs rôles dans des films et des séries TV dont "El Wajh El Akher", "Zawdjan Fi Hayra", "El Laaib" et autres. Fatiha Nesrine sera inhumée cet après midi au cimetière d'El Kettar (Alger).

M'SILA

Saisie de 2,4 kg de cannabis à Ain El Hadjel



Les éléments de la sûreté de daïra de Ain El Hadjel (wilaya de M'sila) ont procédé au cours des dernières 48 heures à la saisie d'une quantité de 2,4 kg de cannabis au niveau de la région de Ain El Hadjel, ont annoncé lundi les services de la sûreté de wilaya.

L'opération a été concrétisée suite à des informations faisant état de la présence de deux individus vendant illicitement du cannabis au niveau des quartiers de la ville d'Ain El Hadjel, a précisé la même source, expliquant que cette quantité de drogue a été saisie suite à un contrôle de véhicule. Les éléments de la sûreté de daïra d'Ain El Hadjel ont également saisi un véhicule utilisé pour le trafic de drogue ainsi que des téléphones portables, a indiqué la même source. Les deux mis en cause dans cette affaire ont été présentés devant le juge instructeur près le tribunal de Sidi Aissa pour trafic de drogue, a-t-on ajouté, soulignant que l'un des deux a été placé en détention provisoire alors que l'autre a été placé sous contrôle judiciaire.

CULTURE

Le ministère suspend le gestionnaire de la maison de culture de Chlef

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé, dimanche dans un communiqué, la suspension conservatoire du gestionnaire de la maison de culture de la wilaya de Chlef et l'ouverture d'une enquête sur "l'interdiction" d'une pièce théâtrale dont la représentation était programmée. Le ministère a démenti les informations "étonnantes" qui lui ont été attribuées concernant "l'interdiction" de ce spectacle, assurant à l'opinion publique qu'"il n'est nullement dans ses habitudes d'intervenir dans la programmation des spectacles dans les établissements relevant de la tutelle".

L'avant première du spectacle "Tefi Dhou" de l'association culturelle de la wilaya "Gheith Essiham" était programmée, samedi, à la maison de culture à l'occasion de la Journée mondiale du théâtre, célébrée le 27 mars de chaque année.

DOUANE

Achèvement des dernières procédures de fermeture des ports secs restants



La Direction Générale des Douanes (DGD) a annoncé, dimanche, l'achèvement des dernières procédures de fermeture des ports secs restants, dans le cadre de l'opération d'assainissement de ce secteur, entamée en juin dernier.

Dans une déclaration à l'APS, la Directrice de l'information et de la communication par intérim à la DGD, Nassima Allou Breksi, a expliqué que "dans le prolongement de la décision de fermeture des ports secs prise par les pouvoirs publics en juin 2020, les procédures finales ont été achevées pour concrétiser la décision de la fermeture définitive des ports secs restants".

Les services de douanes comptent 22 ports secs, publics et privés, qui ont tous été fermés, "par étapes", en raison du non-respect des normes et conditions requises.

Les douanes algériennes œuvrent actuellement à la prise en charge des marchandises qui se trouvent dans ces espaces, a ajouté la même responsable, soulignant que cette opération d'assainissement a atteint un "stade très avancé".

EAU POTABLE

Perturbation dans l'alimentation à Blida et Bouarfa pendant cinq jours



Une perturbation dans l'alimentation en eau potable interviendra au niveau de l'ensemble des quartiers de la communes de Bouarfa et ceux de la partie ouest de la commune de Blida, à partir d'aujourd'hui, dimanche, jusqu'à jeudi prochain, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de l'unité Blida de l'Algérienne des eaux (ADE).

La raison de cette perturbation, qui touchera les quartiers de Bouarfa et ceux de la partie ouest de Blida, est due, selon la même source, "au lancement de travaux de rénovation de la 2ème partie de la conduite de pompage (diamètre 800 mm) de la station de pompage de Marmane, ayant nécessité un arrêt total de cet ouvrage hydraulique", est-il précisé de même source.

L'alimentation en eau potable reprendra progressivement, jeudi prochain, dès l'achèvement de ces travaux", a-t-on ajouté de même source, signalant la mise au point, durant cette période, d'un système de distribution d'eau par citernes, selon les priorités, afin d'assurer la continuité du service.

ECONOMIE DE LA CONNAISSANCE

Président Tebboune : «aller vers une économie diversifiée et productrice de richesse en rompant avec les anciens modes»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé lundi à Alger à "changer de modèle de développement économique" en rompant avec les anciens modes pour "sortir de l'économie de rente et aller vers une économie diversifiée et productrice de richesse".

"Vous n'êtes pas sans savoir que notre pays est confronté aujourd'hui à des défis majeurs pour sortir de l'économie de rente et aller vers une économie diversifiée et productrice de richesse. Cela passe par la rupture avec les anciens modes et le changement du modèle de développement économique de manière à pouvoir rattraper la marche du développement économique mondial", a affirmé le Président Tebboune dans une allocution à l'ouverture des travaux des Assises nationales sur l'économie de la connaissance, au Centre international des conférences de la République. "Changer de modèle de développement passe inéluctablement par une vision prospective et des mesures et des mécanismes concrets et pragmatiques à court et moyen termes", a précisé le Président Tebboune, appelant à "mettre à profit la forte volonté de l'Etat et la disponibilité de l'ensemble des acteurs à s'inscrire dans cette dynamique pour opérer une transformation sociétale globale".

Le développement, poursuit M. Tebboune, "dans une ère marquée par un haut degré d'ouver-

ture et de compétitivité, repose désormais sur les acquis résultant du progrès technologique, de la numérisation et de l'innovation, au sens propre du terme".

Et de souligner, par la même occasion, que "la grande réussite réalisée par tant de pays développés s'explique essentiellement par leur recours à l'économie de la connaissance, devenue l'objectif stratégique de ces pays".

"La révolution de la connaissance et les mutations technologiques et économiques qu'elle a générées ont révélé la nécessité de revoir les objectifs du développement des pays de manière à mettre la connaissance et les politiques liées à l'innovation au cœur

même de ces stratégies", a ajouté le Président Tebboune.

Evouquant les Assises nationales dont l'ouverture a été rehaussée par la présence de conseillers auprès du président de la République, des membres du Gouvernement, le président du Conseil national économique, social et environnemental, ainsi que des représentants de la communauté universitaire, des organisations patronales et des partenaires sociaux, le président de la République a indiqué qu'elles "interviennent en adéquation avec les réformes importantes initiées par notre pays sur tous les plans". "Nous voulons que ces assises soient un espace inclusif



de différents acteurs parmi les entrepreneurs innovateurs selon une approche participative inclusive", a-t-il soutenu.

Plus de 1300 participants aux assises nationales

Plus de 1300 participants prennent part lundi aux travaux des assises nationales sur l'économie de la connaissance en vue de débattre autour de plusieurs thématiques et de préparer d'importantes réformes visant l'émergence d'une économie basée sur le savoir.

Ces assises, prévues sur deux jours au centre international des conférences, réunissent plus de 1300 participants dont 200 experts nationaux et internationaux. Selon les organisateurs, l'événement se déroulera également en virtuel pour permettre à une centaine d'experts de la diaspora de participer aux travaux de cette rencontre placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

L'objectif de cet événement est de réunir toutes les parties prenantes autour de sept principaux thèmes dans le cadre des ateliers qui se tiendront en marge des travaux de la plénière. L'économie de la connaissance, appelée "économie immatérielle" ou "capitalisme cognitif" est une nouvelle ère de l'économie mondiale caractérisée par la présence d'activités à fort contenu de connaissances, utilisant une main d'œuvre hautement spécialisée et par la prépondérance d'actifs intangibles et immatériels, ont précisé les organisateurs. L'économie de la connaissance est considérée, en outre, comme le plus important facteur de croissance économique au monde. "L'expression "innovate or die" résume très bien l'ère où nous vivons, une ère où il y a de moins en moins de place pour l'économie produisant de biens à faible valeur ajoutée tels que les ressources minières et les hydrocarbures, ce qui nous met face à des défis majeurs", a souligné le ministre délégué chargé de l'économie de la connaissance et des start-up, coorganisateur de l'événement avec le CNESE. Ainsi, il est attendu de ces assises de formuler les mécanismes et outils nécessaires pour bâtir une économie où le savoir est un facteur additionnel de production en plus du travail et du capital. Il est question d'encourager la recherche et le développement au sein des entreprises pour augmenter leur compétitivité, réduire la fracture numérique qui s'accroît et qui constitue un enjeu de souveraineté majeure. Sept ateliers portant sur l'encouragement de la recherche et développement dans le secteur économique, le financement de l'innovation, la propriété intellectuelle, la promotion de l'économie numérique, le transfert technologique, la formation, l'éducation et le renforcement des capacités et gouvernance, seront organisés à cette occasion.

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Lancement de la campagne électorale le 17 mai à la lumière des dispositions du nouveau code électoral

Pas moins de 24.392.438 électeurs seront appelés aux urnes à travers les 58 wilayas du pays et à l'étranger le 12 juin prochain pour élire les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), dont la campagne électorale aura lieu du 17 mai au 8 juin 2021, selon un calendrier rendu public par l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie). Après la convocation du corps électoral par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le 11 mars dernier, en vue de l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), la révision exceptionnelle des listes électorales a été ouverte le 16 mars pour être clôturée le 23 du même mois. Ainsi, les candidats à cette élection qui sont appelés à déposer leurs dossiers de candidature aux élections législatives du 12 juin prochain avant le 22 avril, ont un délai de 22 jours et ce, du 13 avril jusqu'au 14 mai, pour introduire un recours concernant la

candidature et aussi son renouvellement avant le 18 mai, selon le calendrier de l'Anie. Les candidats à l'élection législative qui doivent déposer les listes de leurs représentants avant le 23 mai, sont tenus également d'introduire des recours concernant la liste des encadreurs des bureaux de vote à partir du 24 avril et ce jusqu'au 12 mai. La publication de cette liste se fera, suivant le calendrier de l'Anie, du 23 avril au 7 mai 2021. Quant à la campagne électorale, l'article 73 de la loi organique relative au régime électoral précise qu'"à l'exception du cas prévu à l'alinéa 3 de l'article 95 de la Constitution, la campagne électorale est déclarée ouverte, vingt-trois (23) jours avant la date du scrutin(...)". Ainsi, les candidats aux élections législatives sont tenus de se conformer aux dispositions de la nouvelle loi organique relative au régime électoral qui stipule, dans son article 75, que "tout candidat ou personne qui par-

ticipe à une campagne électorale doit s'abstenir de tenir tout discours haineux et toute forme de discrimination", comme cela a été souligné dans le préambule de la nouvelle Constitution. Autre nouveauté dans la même loi, celle concernant le financement de la campagne électorale, notamment au profit des jeunes qui ont été appelés par le Président de la République à prendre part au processus de construction de nouvelles institutions qui inspirent "confiance et crédibilité". Le chef de l'Etat a, lors du dernier Conseil des ministres, donné des instructions pour encourager la participation des jeunes à cette échéance électorale, ordonnant "d'assurer la gratuité des salles, des affiches publicitaires et de leur impression au profit des jeunes candidats et de charger les services des walis de créer un mécanisme administrativement adéquat". Dans le même contexte, les dispositions de la nouvelle loi élec-

torale visent la lutte contre l'emprise de l'argent sur l'opération électorale, et stipulent que la campagne électorale se déroulera sous la loupe d'une commission indépendante auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections qui sera composée de représentants du Conseil d'Etat, de la Cour des comptes et de la Cour suprême. Cette commission, avait souligné le président de l'Anie, Mohamed Charfi, "sera chargée de surveiller le financement des comptes des campagnes électorales et référendaires, et permettra de mettre le financement des campagnes électorales sous la loupe de l'ANIE qui veille à éloigner l'argent suspect de l'opération électorale". Pour ce qui est de l'annonce des résultats provisoires du scrutin, elle se fera 48 heures après la réception des procès-verbaux des commissions électorales des wilayas et de l'étranger, et ce en attendant la proclamation des résultats définitifs,

dans un délai de 10 jours, par la Cour constitutionnelle, au lieu du Conseil constitutionnel, comme il se faisait précédemment. Dans son article 191, la loi organique portant régime électoral stipule que "la Cour constitutionnelle examine les recours relatifs aux résultats provisoires des élections présidentielles, des élections législatives et du référendum, et proclame les résultats définitifs de toutes ces opérations". Le président Tebboune avait déclaré, au lendemain de son élection à la tête du pays, de créer la Cour constitutionnelle qui sera dotée des plusieurs attributions en remplacement du Conseil constitutionnel. Au total, 10.702 candidats au niveau des 58 wilayas prendront part aux prochaines élections législatives, et les 407 membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) qui seront élus au suffrage universel direct, vont siéger pour un mandat de 5 ans.

RAMADHAN

Les commerçants appelés à se conformer à la Chariâa dans toutes leurs transactions (ministre)

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a appelé dimanche les commerçants à se conformer à l'esprit de la Chariâa dans toutes leurs transactions, en application des règles de la jurisprudence islamique en matière de vente et en concrétisation du principe de miséricorde, à l'approche du mois sacré de Ramadhan.

La jurisprudence islamique a largement abordé les contrats de ventes où la fraude et la spéculation, qui sont étrangers à la morale du commerçant musulman, n'ont pas de place" a indiqué le ministre à l'ouverture d'un rencontre de sensibilisation intitulée "Le commerce en Islam, dispositions et finalités", à Dar El Coran Ahmed Sahoun. Exhortant les commerçants à se conformer à la Chariâa dans

toutes leurs transactions, notamment à l'approche du mois sacré de Ramadhan, le ministre a estimé que "le marché ne peut être laissé, aujourd'hui, sans que la foi n'y soit insufflée afin que les intervenants prennent conscience de son importance dans leur rapports aux citoyens". S'agissant de la hausse des prix de certains produits de consommation et le recours par certains au monopole et à la spéculation, le ministre a relevé que "c'est là, l'illustration du renoncement aux principes de probité et d'honnêteté, que tout commerçant doit afficher afin d'accéder, comme l'a promis le messager d'Allah (QSSSL), au rang des compagnons des prophètes et des martyrs. A ce propos, M. Belmehdi a mis en évidence la solidarité et l'entraide dont ont fait preuve les

commerçants algériens en pleine pandémie du Coronavirus, des comportements dignes du bon musulman, assurant que le contraire est à mettre sur le registre de "comportement isolé" qui ne peut émaner d'un Algérien imprégné des valeurs de fraternité à l'égard de son concitoyen.

De son côté, le directeur de l'organisation des marchés et des activités commerciales au ministère du Commerce, Ahmed Mokranî a indiqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des actions de sensibilisation des commerçants et tous les acteurs de la chaîne de production, notamment les producteurs des produits de large consommation, et ce, dans le but de prévenir toute spéculation et monopole à l'avènement du mois de Ramadhan. Le même

responsable a mis l'accent, dans ce contexte, sur les axes phares tracés par le ministère du Commerce ainsi que les mesures prises pour la régulation de l'opération commerciale en vue d'assurer les besoins du citoyen. Lors de cette conférence à laquelle ont pris part des membres de la Commission ministérielle de la Fatwa outre les membres du Bureau de la Fatwa et des conseils scientifiques, les interventions ont porté sur l'impératif de la sensibilisation des commerçants aux finalités de la Chariâa en matière de vente, de l'intensification des campagnes de sensibilisation ciblant cette catégorie en coordination avec les instances concernées afin de consacrer les principes d'entraide entre toutes les franges de la société.

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LES RISQUES MAJEURS

Cristalliser les recommandations dans le projet de la nouvelle stratégie (Beldjoud)

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud a appelé, dimanche à Alger, à la cristallisation des recommandations de la Conférence nationale sur la stratégie de prévention et de gestion des risques majeurs, dans le projet de la nouvelle stratégie des risques majeurs.

La Délégation nationale aux risques majeurs est appelée à former un groupe de travail, composé de plusieurs secteurs et de compétences, dont la mission sera la cristallisation de toutes les recommandations dans le projet de la nouvelle stratégie nationale des risques majeurs, avec élaboration d'une feuille de route et d'un plan d'action aux contours clairs au planning englobant les mesures à court, à moyen et à long termes, a précisé M. Beldjoud au terme de cette conférence, en présence du ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer et de plusieurs membres du gouvernement. En outre, le ministre a appelé "au renforcement de l'arsenal juridique et institutionnel et à l'amélioration de la gouvernance à travers la définition des responsabilités clairement et l'association de la société civile dans les différentes étapes, de manière organisée et effi-



cace". Evoquant que les résultats de cette conférence "qui seront fidèlement communiqués au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui accorde toute l'attention et le suivi permanent à la problématique des risques majeurs", M. Beldjoud s'est engagé à "veiller à la concrétisation de ces recommandations et à l'évaluation de l'état de sa mise en oeuvre sur le terrain". Il a tenu à souligner, dans ce sens, que l'organisation de cette conférence se veut "une nouvelle et forte procla-

mation de l'action coordonnée et participative, le ministre a insisté sur "l'obligation de redoubler d'efforts et de tirer profit des expertises pour appliquer les recommandations sur le terrain".

Et d'ajouter que cet engagement vise à "assurer un futur meilleur aux générations montantes et à relever le défi pour limiter le risque des catastrophes". Les travaux de cette conférence ont été couronnés par une série de recommandations pour "l'amorce d'une nouvelle ère de l'action coordonnée et

participative" en matière de gestion des risques majeurs. Les recommandations issues des quatre ateliers, organisés dans le cadre de cette conférence plaident pour "l'évaluation et l'actualisation" des plans de gestion des catastrophes et risques majeurs, y compris les séismes ayant frappé récemment plusieurs wilayas, avec le lancement d'un programme national de recherche sur les risques majeurs, outre "la décentralisation de la gestion des catastrophes, notamment en termes de prise de décisions.

Placée sous le thème "Une approche participative et intégrée", cette conférence a vu la participation d'experts représentant de départements ministériels, d'entreprises et d'instances spécialisées, d'enseignants et de chercheurs algériens issus d'universités nationales et internationales et des représentants de 10 associations nationales actives dans ce domaine.

EXPORTATIONS

Les exportations de services numériques et des startups dispensées de la domiciliation bancaire (Banque d'Algérie)

Les exportations de prestations de services numériques, ainsi que celles portant sur les prestations de services des start-up et des professionnels non commerçants sont désormais dispensées des formalités de la domiciliation bancaire, a indiqué dimanche un communiqué de la Banque Algérie.

Cette mesure a été adoptée lors d'une réunion du Conseil de la monnaie et du crédit, tenue dimanche, sous la présidence du gouverneur de la Banque d'Algérie, Rosthom Fadli. Lors de cette réunion, le Conseil de la monnaie et du crédit a adopté, un projet de règlement modifiant et complétant le règlement n 07-01 du 3 février 2007, relatif aux règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises.

"Les amendements apportés, s'inscrivent dans le cadre d'une dé-

marche globale d'actualisation du dispositif réglementaire, entrepris par la Banque d'Algérie, dans son périmètre de compétences, à la lumière de la nouvelle dynamique d'impulsion des exportations hors hydrocarbures, ainsi que de la volonté de faire des start-up, un acteur destiné à jouer un grand rôle dans la relance de l'économie nationale", souligne le communiqué.

Les exportateurs peuvent disposer de la totalité de leurs recettes en devises

Ces amendements visent à promouvoir les exportations, notamment celles liées à l'économie de la connaissance, affirme la banque centrale. Ainsi, les mesures introduites autorisent les exportateurs à disposer de la totalité de leurs recettes d'exportations logées dans les comptes devises, pour les besoins de leur activité et dispensent de l'obligation des formalités de domiciliation bancaire les exportations de prestations de services numériques, ainsi que celles portant sur les prestations de services des start-up et des professionnels non commerçants. Les nouvelles modifications introduites dans la réglementation des changes visent "non seulement à encourager l'acte d'exportation, en permettant aux exportateurs de disposer de la totalité des recettes en devises générées par leurs activités, mais aussi capter, in fine, les intervenants dans le domaine du commerce extérieur des services numériques et en ligne, ainsi que les professionnels non commerçants, en vue de leur intégration dans une démarche d'inclusion financière", selon le communiqué.

HISTOIRE - ÉVOCATION

Le colonel Amirouche, un exemple de rigueur et d'humanisme en temps de guerre

Allier rigueur militaire et humanisme en temps de guerre est une prouesse difficile que rares réussissent comme a su le faire le colonel Amirouche Ait Hamouda, chef de la wilaya III historique durant la Guerre de libération nationale, a considéré samedi l'ancien moudjahid et historien, Djoudi Attoumi.

Pour l'ancien officier de l'Armée de Libération nationale (ALN) qui avait servi sous ses ordres, le colonel Amirouche, tombé au champ d'honneur le 29 mars 1959, "concentrait plusieurs traits de caractère, dont l'humanisme n'était pas des moindres et qui, malgré les conditions de la guerre, ne s'était pas effacé des traits de sa personnalité".

"L'Homme en lui ne s'est jamais dissous dans le chef, même face aux exigences de rigueur et aux conditions difficiles et sensibles de la guerre, il ne s'est jamais départi de son humanisme. Que ce soit avec les moudjahidines dans le maquis, les populations dans les villages ou envers les autres responsables de la Révolution", témoigne-t-il, à ce propos.

"Les conditions de la guerre imposent une grande vigilance, de la rigueur et de la fermeté" à tout responsable militaire, mais, le colonel Amirouche a su, de par son intelligence et son génie, faire une alliance entre ces exigences et ses convictions", soutient-il.

Consentant de sa position de responsable et de ses exigences, poursuit M. Attoumi, "il a su faire preuve d'une grande intelligence et de maîtrise dans son comportement avec les autres. Entre les exigences du contexte et de son poste et l'impératif du respect du aux hommes, il a toujours su mettre une touche d'humanité dans ses relations".



Au maquis, le colonel, Amirouche, appelé également le Loup de l'Akfadou, "partageait le quotidien des djounoud sans s'octroyer le moindre privilège de quelque nature que ce soit et réussissait à allier l'humanisme, dont il était pourvu en tant qu'homme, et la rigueur, exigée par les conditions de la guerre et qu'il fallait faire respecter. Ce qui a été d'un apport important pour la gestion de ses troupes", raconte-t-il. "En fonction des situations, il y avait des moments où il était sévère et stricte et d'autres où il était souple et indulgent", se rappelle-t-il, ajoutant que "conscient de la rudesse de la vie au maquis et de son impact sur leurs esprits (djounoud), le Loup de l'Akfadou veillait sans relâche sur leurs conditions de vie".

A ce propos, précise-t-il, "le moment du repas qu'il partageait avec eux, était souvent

fait pour les observer, apprécier et analyser leur état d'esprit, profiter pour les former politiquement et entretenir leur moral".

Proche des populations

Avec les populations qui subissaient les affres de la guerre avec son lot de répressions, de persécutions et de misère, le Colonel Amirouche était aussi "resté très proche et soucieux de leurs conditions de vie", affirme encore Attoumi, ajoutant que "malgré le poids de ses responsabilités, il était resté proche des populations".

A chaque passage dans les villages, il prenait le temps, quand les conditions le permettaient, d'aller à tajmaat (assemblée du village), discuter avec les habitants, les interroger pour connaître leurs impressions

sur le développement de la Révolution et aussi entretenir l'espoir en eux.

Partout, il parlait toujours de la fin de la guerre, de l'indépendance de l'Algérie et de la possibilité qui leur sera, alors, offerte de construire une nouvelle vie et tourner la page du colonialisme. Le Loup de l'Akfadou était, également, "très attentif à l'égard des familles vivant dans les zones interdites, et qui bravaient les ordres des autorités coloniales, auxquelles il portait un grand intérêt et se souciait de leur situation sociale et économique", se rappelle M. Attoumi.

Un jour, "de passage dans la région de Beni-kssila, au Nord-est de Bejaia, il avait entendu un bébé pleurer dans une chaumière, à cause du manque de nourriture. Le colonel avait eu les larmes aux yeux et avait offert à la mère du bébé une somme d'argent pour se nourrir et pouvoir l'allaiter".

Quant à ses relations avec les autres chefs de la Révolution, elles étaient "tout autant pleines d'humanisme, d'égard et toujours accueillantes envers eux", dira Attoumi, en se rappelant leurs différentes rencontres dans l'Akfadou (une grande forêt partagée entre les wilayas de Tizi Ouzou et Bejaia), à Ait Yahia Moussa (à l'ouest de Tizi Ouzou) où ailleurs. Le colonel Amirouche était, par ailleurs, "particulièrement sensible aux conditions de la guerre dans le Sahara et aidait souvent, financièrement, par du matériel et en conseil, le colonel Si El-Houès avec qui il entretenait des relations humaines fortes ainsi qu'avait Mohamed Bouguerra". Quant à sa famille, Attoumi se souvient que le colonel Amirouche "était toujours resté attaché à sa mère à laquelle il rendait visite quand les conditions le permettait et qu'il était allé la voir la veille de son départ pour la Tunisie".

BISKRA

Journées d'information sur l'École d'application de l'artillerie de campagne de Boussaâda

Des journées d'information sur l'École d'application de l'artillerie de campagne chahid Achour Mustapha de Boussaâda (M'Sila), relevant de la 1ère Région militaire, ont été ouvertes dimanche à la Maison de la culture "Ahmed Reda Houhou" à Biskra.

Au cours de la cérémonie d'ouverture de cet événement, le commandant de la base aérienne chahid Ahmed Abidli de Biskra, le général Sid Ahmed Djillali qui s'exprimait au nom du commandant de la 4^e région militaire, a affirmé que cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la politique de communication de l'Armée nationale populaire (ANP) visant "le renforcement des liens entre l'armée et le peuple et l'ouverture de l'institution militaire sur le public". Il a également relevé que ces journées d'information visent à "mettre en avant le niveau élevé de ce corps d'armée notamment l'importance



que cette Ecole spécialisée dans la formation des ressources humaines et sa contribution dans la préservation de la souveraineté nationale". Cette manifestation permettra au public de visiter les différents ateliers ouverts dans le hall de la Maison de la

culture et de se familiariser avec ce corps d'armée à travers des expositions de photographies et la présentation dans la préservation de ses unités, en plus de la projection de documentaires sur l'École d'application de l'artillerie de campagne, les étapes de formation nécessaires aux

stagiaires pour être opérationnels sur le terrain, ainsi que les conditions requises pour rejoindre ce corps d'armée.

Les visiteurs auront également l'occasion de connaître les équipements et l'artillerie utilisés par les éléments de ce corps d'arme dans le cadre de leur mission, et ce, à travers des ateliers ouverts au niveau de la Place de la liberté et les explications fournies par des officiers et des cadres de l'École d'application de l'artillerie de campagne.

Ces journées d'information, organisées par le Commandement des forces terrestres, se poursuivront jusqu'à mardi prochain (30 mars).

ADRAR

Prendre toutes les dispositions pour un approvisionnement régulier en eau potable (ministre)

Le ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi, a mis en avant, dimanche à Adrar, la nécessité de prendre toutes les dispositions pour assurer un approvisionnement de la population en eau potable et définir les besoins du secteur selon les priorités.

Amorçant une visite de travail en compagnie des ministres des Finances et de l'Environnement, respectivement Aymène Benabderrahmane et Dalila Boudjemaa, par l'inspection d'un projet de château d'eau de 2.000 m³ dans la partie Nord de la ville d'Adrar, M.Mihoubi a appelé à la mobilisation des services de l'Algérienne des eaux (ADE), en coordination avec les pouvoirs publics concernés, pour mettre fin au phénomène des branchements illicites et résoudre cette question de sorte à améliorer les rendements et l'efficacité des prestations de l'entreprise. La délégation ministérielle a ensuite visité le projet d'un château de 2.000 m³ alimentant en eau les quartiers Ouest d'Adrar ainsi que neuf (9) ksour relevant de la commune. Un projet d'un

coût de 350 millions DA, actuellement à 72% d'avancement de ses travaux et devant être livré à la fin juin prochain.

Selon les données du secteur, les besoins de la wilaya d'Adrar s'affichent à plus de 21.000 m³/jour, alors que 38.000 m³/jour sont distribués à partir de 14 unités de stockage d'une capacité de 11.780 m³. Le réseau d'assainissement est lui de l'ordre de 226 km linéaires permettant un taux de couverture de 98% à travers les différentes communes et ksour de wilaya, selon la même source. Au moins 54 opérations de développement ont été inscrites à l'actif du secteur des ressources en eau, au titre de différents programmes et pour un volume d'investissement de plus de 19 milliards DA, dont 40 opérations en cours de réalisation, huit (8) autres achevées et six (6) opérations clôturées, a-t-on fait savoir. Le secteur fait état, en outre, d'un besoin en matière de raccordement entre les réservoirs pour assurer un approvisionnement régulier, en plus de la réalisation de forages profonds de

consolidation et de substitution, des châteaux d'eau supplémentaires et la rénovation des réseaux vésistes, la réalisation d'études de systèmes de traitement d'es eaux usées des ksour et la réhabilitation des foggaras.

Le ministre des eaux et la délégation qui l'accompagne ont inauguré l'antenne locale de l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (Agire) et se sont enquis des conditions de fonctionnement de l'Agence nationale des ressources hydriques (ANRH) en matière d'étude et de diagnostic de la situation des ressources hydriques souterraines dans la région. Après avoir inspecté le projet de transfert de l'exutoire des eaux usées du ksar de Koussam (Commune de Timi) et son éloignement, la délégation ministérielle a mis en service un château d'eau de 1.000 m³ au ksar de Berbaa (Commune d'Adrar). Sur site, M.Mihoubi a mis l'accent sur la nécessité de redoubler d'efforts et de renforcer les moyens de réalisation pour accélérer la réalisation des projets importants.

CHLEF

Rentrée professionnelle avec de nouvelles spécialités

Une offre d'environ 1.500 postes pédagogiques dans la spécialité collecte du péage est proposée par la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de Chlef, au titre de la rentrée professionnelle pour la session de mars 2021, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette direction. "Près de 1.500 postes pédagogiques sont ouverts, pour la première fois, dans la spécialité collecte du péage", a indiqué, à l'APS en marge de la cérémonie d'ouverture de cette session de mars, la cheffe du service apprentissage de la DFEP, Safia Salem Atia. La responsable a souligné que cette nouvelle spécialité, qui a enregistré un grand nombre d'inscrits, a été ouverte afin de couvrir les besoins du marché local de l'emploi et d'assurer une main d'œuvre qualifiée, notamment à l'approche de la réception de nombreuses stations de péage sur l'autoroute Est-Ouest. Cette session de mars a été marquée par une offre globale de plus de 11.000 postes pédagogiques, dont

7.794 postes de formation diplômante et 3.278 postes de formation qualifiante, particulièrement dans les spécialités de l'agriculture, du bâtiment et travaux publics, de l'environnement et l'eau, du tourisme et de l'artisanat, de l'électricité, l'électronique et le numérique. La cérémonie d'ouverture de la session de mars de la formation professionnelle a été abritée par l'Institut national de gestion du centre-ville de Chlef, en présence de la secrétaire générale de wilaya, Nassiba Meziane, et dans le respect total des mesures préventives fixées par le protocole sanitaire de lutte contre la Covid-19. Sur place, de nombreux stagiaires ont exprimé, à l'APS, leur satisfaction à l'égard du déroulement des inscriptions électronique et de la diversité des spécialités proposées à la formation, qui leur permettent, ont-ils dit, d'intégrer le monde du travail et des affaires, notamment concernant les spécialités accusant un manque en main d'œuvre qualifiée".

CONSTANTINE

Relance des travaux de réhabilitation de deux vieilles mosquées

Les travaux de réhabilitation des vieilles mosquées Sidi Lakhdar et Abderrahmane Bachtarzi de Constantine ont été relancés, a indiqué lundi le directeur de wilaya de la Culture et des Arts, Aribi Zitouni.

"Toutes les procédures administratives relatives aux projets de réhabilitation de ces deux lieux de culte de grande valeur architecturale et historique ont été achevées et les ordres de service (ODS) ont été délivrés aux entreprises de réalisation", a indiqué le responsable à l'APS, affirmant que les chantiers sont en cours. Les études de réhabilitation de ces deux mosquées ancestrales (Sidi Lakhdar réalisée en 1743 et Abderrahmane Bachtarzi construite durant la même période) ont été approuvées et les marchés de réalisation ont été attribués pour un montant de plus de 138 millions de dinars concernant la mosquée Sidi Lakhdar et ses annexes et plus de 35 millions DA pour la mosquée Abderrahmane Bachtarzi, a détaillé M. Zitouni. Un délai de 30 mois a été fixé pour l'achèvement du projet de réhabilitation de la mosquée Sidi Lakhdar et ses annexes, alors que la réhabilitation de la mosquée Abderrahmane Bachtarzi devra être achevée dans un délai de 8 mois, selon les précisions fournies par le responsable.

La restauration de ces mosquées anciennes, lancée en

2014 dans le cadre des préparatifs de la manifestation "Constantine capitale 2015 de la culture arabe", avait été interrompue pour diverses raisons en rapport notamment avec des aspects administratif et techniques des projets, a-t-on rappelé.

A Constantine, 12 mosquées dont celles de Sidi Lakhdar et Abderrahmane Bachtarzi en plus huit (8) zaouïas sont concernées par les travaux de réhabilitation lancés en 2014 dans le cadre des préparatifs de cette manifestation culturelle, a-t-on encore rappelé, noting que la plupart des chantiers sont actuellement à l'arrêt à cause de "contraintes techniques". Sur les 12 mosquées concernées par la réhabilitation, seules les mosquées Hassan Bey et Djamaâ El Kebir ont été restaurées et rouvertes, alors que les chantiers des 10 mosquées restantes ont été gelés avant de faire l'objet, en octobre 2020, d'une décision de levée de gel sur cinq projets de réhabilitation ciblant les vieilles mosquées de Sidi Lakhdar, Rebaine Cherif, Sidi Afane, Sidi El Katani et Abderrahmane Bachtarzi, a-t-on relevé. Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné à l'occasion de la Journée du Savoir (Youm El Ilm/16 avril) de l'année 2020 la restauration de toutes les vieilles mosquées d'Algérie dont la mosquée Sidi Lakhdar.

MOSTAGANEM

Une convention pour l'élaboration d'un guide national de l'éclairage

Une convention portant sur l'élaboration d'un guide national sur l'éclairage dénommé "livre blanc" a été signée dimanche à Mostaganem entre des instances scientifiques et de recherches et des opérateurs économiques publics et privés en présence du Président directeur général du groupe Sonelgaz Chahar Boulakhras.

Cette convention a été signée entre l'université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem et l'École supérieure de génie électrique et énergétique (Oran), ainsi qu'avec l'instance nationale de labellisation, l'Institut national de normalisation, le centre de développement des énergies renouvelables et le centre de contrôle et de conformité de l'électricité et différentes filiales du groupe industriel de Sidi Bendehiba dont EgC et Câbles Algérie et l'entreprise "Rouiba éclairage".

Mohamed Azroug, spécialiste en développement industriel et conseiller auprès du groupe "Sidi Bendehiba", a indiqué à l'APS que le guide national sur l'éclairage, qui sera réalisé en se basant sur l'expérience algérienne, comprendra toutes les informations techniques concernant l'éclairage et les normes de son utilisation de manière économique et adéquate.

De son côté, le recteur de l'université Abdelhamid Ibn Badis, Mustapha Belhakem, a souligné

que ce projet entre dans le cadre du partenariat réussi qui a commencé en 2015 entre l'université et ce groupe industriel et qui a permis, jusqu'à présent, l'ouverture d'un parcours professionnel en licence et un accès à ces ateliers aux étudiants et chercheurs pour effectuer des stages sur le terrain, en plus de l'emploi. De par son expérience en matière de normalisation, l'université participera à l'élaboration de ce guide qui déterminera les normes nationales utilisées dans le domaine de l'éclairage, a-t-il indiqué. Pour sa part, l'École supérieure de génie électrique et énergétique d'Oran offrira la même expérience, a indiqué le directeur adjoint chargé des relations extérieures, Abadj Mustapha Karim, ajoutant que l'école est prête à coopérer dans les domaines pédagogiques et de recherche, ainsi qu'à la formation continue et à la valorisation des résultats des recherches, en plus de sa participation au projet "livre blanc".

Ce guide, le premier du genre en Algérie, sera disponible pour les investisseurs publics et privés, ainsi que pour tous les consommateurs. Il leur fournira les informations nécessaires sur les techniques d'utilisation adéquate de l'énergie électrique et son économie à hauteur de 80%, a-t-on indiqué.

NUMÉRISATION

Les commerçants appelés à s'orienter vers le paiement en ligne

Les commerçants et artisans sont appelés à s'orienter davantage vers les moyens de paiement en ligne dans leurs transactions commerciales, a souligné dimanche à Alger le ministre de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil, déplorant la faiblesse de l'utilisation de ce mode de paiement malgré la disponibilité des plateformes nécessaires.

Lors d'une visite à une exposition organisée dans le cadre des Journées de sensibilisation sur le e-commerce et le paiement électronique, par l'Association nationale des commerçants et des artisans (ANCA) à Riadh El-Feth (Alger), M.

Cherhabil a noté que la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a permis de booster plusieurs opérateurs à utiliser le paiement par internet mais leur nombre reste "en deçà des nos potentialités".

"Malgré que le taux des entreprises et citoyens qui s'orientent vers le e-paiement demeure faible, beaucoup d'efforts se font pour sensibiliser les uns et les autres à recourir à ce mode de paiement pour éviter les déplacements", a-t-il déclaré.

Le gouvernement, poursuit-il, accorde une "importance majeure" à ce secteur qui représente "l'avenir" de l'économie nationale.

"La modernisation de l'administration et le processus de transition numérique et l'amélioration du service public au profit du citoyen est l'une de nos priorités", a-t-il affirmé.

Selon lui, les jeunes innovateurs, porteurs de projets et idées sont "la passerelle vers l'ère numérique".

Par ailleurs, le ministre note que la mesure prise par les établissements financiers et les banques, permettant de réduire la valeur des taxes appliquées aux commerçants lors de l'utilisation de l'e-paiement, devrait encourager encore les opérateurs économiques à adopter cette méthode "très efficace".

COMMERCE

L'Algérie mise sur une place importante des produits agricoles (ministre)

L'Algérie mise sur une place importante des produits agricoles parmi les exportations hors hydrocarbures au cours de l'année 2021, a indiqué dimanche à Mascara le ministre du Commerce Kamel Rezig.

Lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques, tenue au palais des congrès de Mascara dans le cadre de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a indiqué que des études menées par le ministère du Commerce en coopération avec plusieurs parties et représentants de plusieurs filières productives ont confirmé que les produits agricoles nationaux peuvent devancer les autres exportés hors hydrocarbures que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné d'œuvrer pour les hisser à une valeur de 4 milliards de dollars.

"Il existe une possibilité d'exporter des produits agricoles vers des pays d'Europe, d'Amérique et du monde arabe, liés avec l'Algérie par des accords commerciaux", a-t-il souligné, faisant savoir que le ministère du Commerce a permis l'exportation de tous les produits agricoles, à l'exception de l'ail destiné, à titre provisoire, à l'approvisionnement du marché national.

Kamel Rezig a valorisé les moyens de l'Etat mis à la disposition des exportateurs et les mesures prises dont la levée des entraves et obstacles administratifs, mais aussi l'organisation de journées de formation et de sensibilisation par les chambres de commerce et d'industrie au niveau des



wilayas, en plus de la prise en charge de l'Etat d'une partie des coûts de transport lors de l'exportation et d'une partie des coûts de participation aux foires commerciales à l'étranger.

Il a également valorisé l'adhésion du ministère des Affaires étrangères par son soutien aux opérations d'export en créant un bureau de la diplomatie économique et de la formation des ambassadeurs et des consuls dans le domaine de la promotion des produits nationaux à l'étranger.

Il a aussi salué l'adhésion des opérateurs nationaux privés à la dynamique d'export et la création, dernièrement, d'une entreprise spécialisée en transport maritime des marchandises et d'une autre entreprise spécialisée dans le transport aérien des marchandises (fret), ainsi que la disposi-

tion d'opérateurs algériens résidant à l'étranger de créer une plateforme numérique de vente des produits nationaux sur internet, ainsi que d'autres initiatives qui se refléteront sur la promotion de l'exportation des produits nationaux et l'ouverture de nouveaux marchés. Le ministre a procédé lors de sa visite dans la wilaya à l'inauguration d'un marché régional de gros de fruits et légumes dans la commune de Sidi Abdelmoumen, réalisé par la société publique "MAGRO" au profit d'opérateurs des wilayas d'Oran, Mostaganem, Relizane, Saida, Sidi Bel-Abbès, Tiaret et Mascara.

Lors de l'inauguration de cette structure commerciale qui comprend 134 carrés de vente, Kamel Rezig a insisté sur la gestion rationnelle de cette infrastructure et son

ouverture aux commerçants et agriculteurs afin de contribuer à l'approvisionnement du marché des wilayas avoisinantes en légumes et fruits, de contrôler le mouvement commercial dans la région et de contribuer à la relance du secteur économique.

Dans la commune de Sig, le ministre a visité l'entreprise Algéro-espagnole "Dulcesol" spécialisée dans la production de confiseries, qui oriente une partie de sa production vers l'exportation.

Il a également visité l'usine de conservation d'olives relevant de l'entreprise privée "Sig Agro", qui exporte également une partie de sa production.

Dans la commune de Tighennif, le ministre s'est enquis du marché de gros de légumes et fruits, qui emploie environ 1.000 commerçants et rapporte à la commune, qui en est propriétaire, une recette annuelle de 310 millions DA.

C'est un marché qui a besoin d'une opération d'aménagement pour améliorer ses services, selon l'entreprise de location.

Le secteur du commerce dans la wilaya de Mascara dispose de quatre marchés de gros, 11 marchés couverts, 18 autres de proximité, 10 marchés hebdomadaires où activent plus de 44.000 vendeurs.

AGRICULTURE

Tamanrasset : rencontre nationale sur l'exportation de produits agricoles et le commerce de troc

L'exportation des produits agricoles et le commerce de troc avec les pays du Sahel seront au centre d'une rencontre nationale, qui se tiendra mardi à l'Université de Tamanrasset.

Rehaussée par la présence de plusieurs ministres, dont ceux de l'Intérieur, l'Agriculture, les Finances, le Commerce et les Travaux publics, ainsi que des représentants de la Chambre nationale de l'Agriculture, la rencontre abordera la question de la recherche de nouveaux marchés extérieurs pour l'exportation de produits agricoles.

Les participants examineront également la stratégie d'intégration de la zone de libre échange africaine ainsi que le développement du commerce de troc dans le Sud, à la faveur du programme gouvernemental qui favorise la hausse de la production agricole et l'encouragement de son exportation, a-t-on expliqué.

Pour le directeur des Services agricoles (DSA) de la wilaya de Tamanrasset, Salim Benzaoui, la rencontre offrira une opportunité aux agriculteurs et opérateurs activant dans le domaine de l'exportation des produits agricoles, de s'enquérir des mécanismes d'accompagnement offerts par divers secteurs, à l'instar du commerce, des impôts et autres, "ce qui ne manquera pas d'influer sur la hausse des rendements agricoles dans les régions du Sud, susceptibles d'être orientés à l'export vers les pays du africains limitrophes".

Le directeur de la Chambre de commerce



et d'Industrie de Tamanrasset, El-Ouafi Laalaoui, a estimé, pour sa part, que ce conclave sera une bonne occasion d'informer les commerçants concernés par l'activité de troc en vigueur dans les wilayas de l'extrême Sud du pays et d'évoquer la possibilité d'élargir la liste des produits éligibles à l'exportation dans le cadre de ce type de commerce, notamment les produits agricoles.

Les participants saisiront aussi l'occasion pour engager des consultations et des échanges de vues sur l'ensemble des questions précitées lors de la rencontre à laquelle assisteront aussi les représentants des chambres agricoles des wilayas du Sud, selon les organisateurs.

EXPORTATIONS

Des conseillers économiques dans les ambassades algériennes pour encourager les exportations

Des conseillers économiques seront désignés dans toutes les ambassades algériennes afin d'encourager les exportations, a indiqué dimanche à partir de Bordj Bou Arreridj le directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au ministère des Affaires étrangères (MAE), Rabah Fassih.

S'exprimant en marge d'une rencontre tenue au complexe culturel Aicha Haddad à laquelle ont pris part des investisseurs, des exportateurs et des hommes d'affaires de la wilaya, M. Fassih a indiqué que près de 35 conseillers économiques relevant du ministère des Affaires étrangères seront affectés au niveau des consulats "au cours du mois de juillet prochain" et ce, dans le cadre de la nouvelle stratégie de l'Etat visant à soutenir et encourager les exportations pour consolider l'économie nationale.

La mission de ces conseillers consiste, selon le directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au MAE, à "rapprocher les marchés étrangers des exportateurs algériens et faire connaître davantage les produits algériens sur le marché international", mais aussi "être à l'écoute des préoccupations des exportateurs, leur fournir des informations relatives aux marchés extérieurs, notamment la manière de s'y introduire et œuvrer à atténuer les

entraves rencontrées". Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une démarche globale visant à découvrir le tissu industriel et des unités de production à travers les zones industrielles des wilayas du pays, en plus de la programmation de réunions avec les investisseurs et les opérateurs économiques, notamment ceux ayant une expérience dans le domaine de l'exportation.

De leur côté, les investisseurs présents à cette rencontre ont salué l'initiative du ministère des Affaires étrangères, exprimant le souhait que cette rencontre soit suivie par la prise de mesures efficaces, dont la levée des contraintes bureaucratiques et bancaires pour faciliter les opérations d'exportations et encourager les exportateurs à accéder aux marchés étrangers. La délégation du ministère des Affaires étrangères a visité des unités de production dans la zone industrielle de Bordj Bou Arreridj, dont celles spécialisées dans les industries de l'électronique, l'électroménager, ainsi que les unités de fabrication de confiseries, cosmétiques et parfums.

M. Fassih a été accompagné, lors de sa visite à Bordj Bou Arreridj, par des diplomates et des conseillers économiques relevant du ministère des Affaires étrangères.

PÉTROLE

Le Brent recule à moins de 65 dollars

Le pétrole est tombé lundi alors qu'un porte-conteneurs bloquant le canal de Suez pendant près d'une semaine a été partiellement renfloué, ce qui laisse supposer que la voie navigable très fréquentée serait bientôt rouverte et que la demande de carburants en Europe est restée faible.

Dans la matinée, le pétrole Brent était en baisse de 29 cents, ou 0,5%, à 64,28 dollars le baril.

Le brut américain a chuté de 55 cents, ou 1%, à 60,42 dollars le baril.

"Maintenant que la minuscule de Suez est en voie de résolution, le marché pétrolier est à nouveau laissé à lui-même", a déclaré un analyste chez PVM Oil Associates, ajoutant que l'attention se portera de nouveau sur la prochaine réunion de l'OPEP le 1er avril, les programmes d'investissement américains pour les infrastructures et la hausse apparemment imparable des taux d'infection dans plusieurs régions du monde.

Le porte-conteneurs échoué Ever Given a été partiellement flotté et redressé



dans le canal, et d'autres opérations de remorqueurs devraient reprendre lorsque la marée montera plus tard lundi.

Les prix ont fortement fluctué au cours des derniers jours alors que les commerçants et les investis-

seurs tentaient de peser l'impact du blocage d'un point de transit commercial clé et l'effet plus large des verrouillages pour arrêter les infections à coronavirus.

La volatilité du marché devrait se poursuivre, ont prédit des analystes principaux

du marché chez OANDA.

"Compte tenu de la volatilité de la semaine dernière, le Brent devrait se déplacer vers le bas de sa fourchette de 60,00 dollars à 65 dollars le baril", ont-il prévu, tandis que le pétrole américain "devrait chuter vers le bas de sa fourchette hebdomadaire de 57,50 dollars à 62,50 dollars le baril." Le marché reçoit un certain soutien des attentes selon lesquelles l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés maintiendront des niveaux de production inférieurs lorsqu'ils se rencontreront cette semaine.

Le renouvellement des verrouillages en Europe pour freiner une vague d'infections à coronavirus et la faible demande de carburant ont également fait pression sur les prix.

ARGENTINE

Le prêt du FMI est "irremboursable" en l'état actuel, affirme le président argentin

Le président argentin Alberto Fernandez a affirmé dimanche que la dette contractée par son pays auprès du Fonds monétaire international (FMI) était "irremboursable" dans les conditions auxquelles le prêt a été négocié.

Au milieu d'une crise des devises, le gouvernement de Mauricio Macri, le prédécesseur de M.

Fernandez, s'était tourné vers les fonds en 2018 pour obtenir un programme de financement de 57 milliards de dollars sur 36 mois, un montant record pour l'institution multilatérale.

Le pays a perçu jusqu'ici 44 milliards.

"La dette dont nous avons hérité, dans les termes qui la régissent, est irremboursable", a déclaré Alberto Fernandez lors d'une interview à la radio Del Plata.

"Nous sommes en train de voir comment négocier avec le fonds pour obtenir de meilleures conditions. Martin (Guzman, ministre de l'Economie, ndlr) travaille beaucoup là-dessus et il le fait très bien".

M. Guzman s'est rendu à Washington cette semaine pour une réunion avec le FMI, à l'issue de laquelle le fonds a parlé de "progrès".

L'Argentine cherche notamment à prolonger jusqu'à dix ans le remboursement du prêt de 44 milliards de dollars accordé en 2018.

Dimanche, le président argentin a souligné que l'Argentine devait rembourser 3,5 milliards de dollars cette année, 18 milliards de dollars en 2022 et 19 milliards en 2023.

"Quelle possibilité avons-nous de payer 18 milliards l'année prochaine? Aucune.

Il est déjà assez difficile de réfléchir à la façon dont nous allons payer 3,5 milliards cette année en plus des 2,5 milliards au Club de Paris", a-t-il expliqué. L'économie du pays sud-américain est en récession pour la troisième année de suite.

Dans le contexte de la pandémie de coronavirus, elle a chuté de 9,9% l'année dernière.

L'inflation a atteint 36,1%, contre 53,8% en 2019.

Mais selon les prévisions du FMI, l'économie argentine pourrait à nouveau croître cette année, avec une expansion attendue de 4,5%.

MÉTAL PRÉCIEUX

L'espoir d'une reprise économique mondiale réduit l'attrait pour l'or

Les prix de l'or ont chuté lundi alors que le dollar américain plus fort et les espoirs d'une reprise économique mondiale rapide ont stimulé les marchés boursiers, entravant la demande d'une valeur refuge.

L'or au comptant était en baisse de 0,4% à 1725,26 dollars l'once dans la matinée.

Les contrats à terme sur l'or américains ont glissé de 0,6% à 1722 dollars.

"L'or souffre un peu en raison d'un billet vert plus ferme et d'un marché boursier légèrement plus solide.

Nous assistons également à des prises de bénéfices en fin de mois", estime les analystes du marché. Selon les prévisions, l'or ne va pas bouger beaucoup même si le rendement américain est légèrement plus doux.

Le métal précieux va se situer entre 1.680 dollars et 1.760 dollars l'once.

L'indice du dollar est resté ferme près de ses plus hauts de quatre mois contre ses rivaux, rendant l'or plus cher pour les détenteurs d'autres devises. La demande de valeur refuge de l'or a également souffert du fait que l'appétit des investisseurs pour les actifs plus risqués a augmenté.

Les actions européennes se sont rapprochées d'un niveau record lundi en raison de l'optimisme face à une reprise économique mondiale. Les acteurs du marché attendent maintenant le paquet de dépenses d'infrastructure du président américain Joe Biden mercredi, qui devrait se situer entre 3.000 et 4.000 milliards de dollars.

L'argent a reculé de 1,1% à 24,78 dollars l'once, le palladium a chuté de 3,3% à 2586,18 dollars et le platine a perdu 1,4% à 1168,16 dollars.

APS

IRAK - EGYPTE - JORDANIE

Un sommet Irak-Egypte-Jordanie pour de nouveaux partenariats Economiques

Le ministère irakien des Affaires étrangères a déclaré dimanche que le sommet Irak-Egypte-Jordanie - qui vient d'être reporté - viserait à établir de nouveaux partenariats économiques afin de permettre à l'Irak de jouer un rôle nouveau dans la région.

Le porte-parole du ministère, Ahmed al-Sahaf, a déclaré à la chaîne officielle Iraqiya que ce mécanisme de coopération économique, également appelé "projet Nouvel Orient", concernait avant tout la coordination économique, et n'était dirigé contre aucune autre partie en particulier. Ce projet "fait partie de la politique étrangère de l'Irak, qui aspire à mettre en place de multiples partenariats économiques afin de lui permettre de retrouver son rôle régional et international", a indiqué M. Al-Sahaf. Il a souligné qu'une réunion préparatoire entre ministres des Affaires étrangères aurait lieu pour ouvrir la voie au sommet qui réunira le Premier ministre irakien Mustafa al-Kadhimi, le président égyptien Abdel-Fattah al-Sissi et le roi Abdallah II de Jordanie.

Un peu plus tôt dans la journée, M. Al-Sahaf a déclaré dans un bref communiqué que le ministre irakien des Affaires étrangères Fouad Hussein recevrait lundi le ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Choukry et le ministre jordanien des Affaires étrangères Ayman Safadi, en prévision du sommet qui se



tiendra un peu plus tard entre les trois dirigeants à Bagdad. Vendredi, M. Al-Kadhimi a annoncé dans un communiqué que le sommet trilatéral, qui devait initialement se tenir le 27 mars, avait été reporté pour une durée indéterminée en signe de solidarité avec l'Egypte, où une collision entre deux trains vient de tuer et de blesser des dizaines de personnes. Les dirigeants des trois pays s'efforcent depuis quelques années de renforcer leur coopération économique et commerciale, et ont tenu trois sommets depuis 2019.

LIBAN

Financement d'urgence pour l'électricité

Le Parlement libanais a approuvé lundi l'octroi d'une avance budgétaire de 200 millions de dollars à Electricité du Liban (EDL), après une mise en garde ministérielle contre le risque que le pays soit plongé dans le "noir total".

"Le parlement a approuvé lors d'une session générale, une avance de 200 millions de dollars" (170 millions d'euros), a rapporté l'agence nationale d'information ANI.

Le ministre démissionnaire de l'Energie Raymond Ghajar avait prévenu il y a trois semaines que le "noir total" était inévitable fin mars si ce financement n'était pas assuré. La décision du Parlement intervient au lendemain de l'arrêt de la centrale électrique de



Zahrani (sud du Liban), l'une des principales du pays, faute d'avoir été approvisionnée en gazole, selon des médias locaux.

L'établissement public EDL, chargé de la production et de la distribution d'électricité, a affirmé dans

un communiqué qu'un cargo était arrivé au Liban mais sans pouvoir être déchargé dans l'immédiat en raison de complications logistiques.

Un autre cargo devait arriver du Koweït mais il est bloqué dans le canal de

Suez, obstrué depuis près d'une semaine par le porte-conteneurs Ever Given, a ajouté EDL. Les coupures d'électricité sont courantes au Liban depuis la fin de la guerre civile (1975-1990), obligeant les Libanais à recourir à des générateurs privés pendant trois à douze heures par jour pendant les pannes.

La situation s'est détériorée davantage au moment où le pays fait face à sa pire crise économique depuis des décennies et manque de devises fortes pour soutenir les échanges commerciaux.

La compagnie d'électricité fonctionnait jusqu'à présent sur les restes d'un prêt alloué dans le cadre du budget 2020.

Le budget pour 2021 n'a toujours pas été adopté.

CHASSE Plus de 12.700 permis d'habilitation à la chasse délivrés en 3 ans

La direction générale des forêts (DGF) a délivré plus de 12.700 permis d'habilitation à la chasse depuis le lancement de l'opération de formation des chasseurs, en mars 2018, a indiqué dimanche la directrice de la chasse et de la faune sauvage à la DGF, Wahida Boucekkine.

Sur 12.840 chasseurs ayant déjà passé l'examen d'habilitation à la chasse, à l'issue de sessions de formation, 12.704 ont décroché leur permis de chasse", a indiqué Mme Boucekkine dans une déclaration à l'APS, précisant que ce permis est renouvelable tous les dix ans. Globalement, les sessions de formation ont profité jusqu'à présent à 13.504 chasseurs, dont certains devront passer leurs examens dans les prochains jours, selon les précisions de cette responsable.

La formation (théorique et pratique) portée notamment sur les critères permettant aux chasseurs de distinguer les espèces ciblées, quand et comment les abattre, la biologie des espèces, les espèces protégées et interdites à la chasse et le maniement des armes de chasse et les règles de sécurité Devenue obligatoire par la loi, la formation des chasseurs s'inscrit dans le cadre de la promotion d'une chasse pérenne, responsable et respectueuse des écosystèmes, a souligné la responsable. Dans ce contexte, elle a affirmé que plusieurs textes de loi sont en cours d'élaboration en prévision de la campagne de chasse 2021-2022, la première, après plus de 23ans de suspension due à la situation sécuritaire qui régnait à l'époque. La levée de l'interdiction de la chasse avait été annoncée officiellement par le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhamid Hemdani, le 15 septembre 2020.

"Nous devons préparer le terrain pour la réouverture effective de cette activité", a-t-elle souligné.

Quant à l'ouverture de la chasse pour la campagne 2021-2022, elle sera lancée officiellement par le Conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique le 15 septembre prochain "a fait savoir la même responsable, précisant que cette instance intersectorielle installée par le ministre de l'Agriculture, après la levée de l'interdiction de la chasse, a les prérogatives d'annoncer l'ouverture et la clôture de la chasse, de superviser et d'orienter les chasseurs.

Par ailleurs, le conseil est habilité à déclarer les animaux à chasser et ceux interdits à la chasse à l'ouverture de chaque campagne de chasse, a-t-elle indiqué.

Conformément à la loi relative à la chasse, cette instance procède toujours, avant chaque nouvelle campagne de chasse, à l'évaluation du potentiel cynégétique par wilaya. L'évaluation s'établit sur la base de la saison de chasse précédente afin de déterminer les conditions d'exercice de la chasse et les animaux pour lesquels la chasse est autorisée ou interdite", expliqué Mme Boucekkine. Par la suite, le conseil communique son bilan aux wilais qui, à leur tour, arrêtent les différentes espèces pour lesquelles la chasse est autorisée dans leurs régions respectives et le nombre de gibier à abattre par chasseur, par journée de chasse et par zone de chasse.

Tout au long des périodes d'ouverture de la campagne de chasse, comprise entre septembre et janvier, il y a une période de chasse déterminée pour chaque espèce, a-t-elle précisé. Par ailleurs, les chasseurs sont soumis à un système de contrôle rigoureux, les obligeant à respecter le nombre de gibiers à chasser et les espèces autorisées figurant dans la licence de chasse délivrée par la conservation de forêts de wilaya pour la période considérée. Contrairement au permis de chasse, renouvelable sur dix ans, la licence de chasse, elle, est renouvelable chaque année, a-t-elle précisé. Et cela concerne notamment le gibier sédentaire dont le lapin, le lièvre, le chacal, le renard, le sanglier, la perdrix, le pigeon ramier et le faisane. Pour le gibier de passage, il s'agit surtout de la caille des blés et les étourneaux.

ASSOCIATIONS Les associations religieuses "ont un rôle pivot dans l'éveil de la conscience collective" (Conseiller)

Le Conseiller du président de la République chargé des associations religieuses, Aïssa Belakhdar, a affirmé dimanche depuis Annaba, que les associations religieuses "ont un rôle pivot dans l'éveil de la conscience collective et son adhésion autour des questions cruciales qui touchent au présent et à l'avenir du pays".

L'Histoire de l'Algérie, de par son prolongement civilisationnel, témoigne du rôle important joué par les Hommes de religion, les spécialistes du Fiqh, les imams et les éducateurs et les guides dans la préservation de l'identité et du référent religieux et culturel des Algériens, a indiqué M. Belakhdar lors d'une rencontre d'orientation sur "Le rôle des associations religieuses et des Zouaïas", qu'il a présidé au Palais de la culture Mohamed Boudiaf dans la ville d'Annaba.

Ce rôle, à l'actif de valeureux parmi les enfants de cette Patrie, a contribué à asseoir cette cohésion entre les Algériens, laquelle leur a permis de faire face aux différentes attaques ayant ciblé l'Algérie et les Algériens au fil des siècles", a-t-il souligné ajoutant que "l'Algérie étant dans un tournant crucial, la



génération d'aujourd'hui ne peut être spectateur". Pour M. Belakhdar, la société civile, avec toutes ses composantes, y compris les associations religieuses et les zouaïas, a de tout temps été partie agissante et se doit, aujourd'hui, de faire preuve d'initiative et d'efficacité dans le processus d'édifi-

cation de l'Algérie nouvelle. Rappelant les projets lancés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à cet effet, il a relevé que ce processus "requiert la mobilisation de toutes les énergies et composantes pour parachever le processus de légitimité et réaliser les pro-

grammes de prospérité sociale et de progrès économique". M. Belakhdar a également abordé le rôle de la société civile dans la mise en échec des tentatives de déstabilisation du pays à travers des initiatives fédératrices qui consacrent l'espoir et la confiance, ajoutant que le mois de Ramadhan "doit être une halte pour l'éveil spirituel, l'espoir et la quiétude parmi les Algériens". Le Conseiller du président de la République en charge des associations religieuses a poursuivi sa visite dans la wilaya d'Annaba par la visite des zouaïas Belkaidia et Alaouia, l'école coranique avec Kacem Hamdani et la mosquée Abou Merouane dans la ville d'Annaba.

Pour rappel, la wilaya d'Annaba compte neuf (9) zouaïas et plus de 120 associations religieuses.

JOURNÉE MAGHRÉBINE DU DON DE SANG 223.000 donneurs de sang dans les rangs de la Police

La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a lancé lundi une campagne nationale de don de sang à laquelle participent pas moins de 223.000 de ses éléments à travers l'ensemble des structures de police, et ce, en coordination avec l'Agence nationale du sang (ANS) et la Fédération algérienne des donneurs de sang (EADS).

Le coup d'envoi officiel de la campagne, organisée à l'occasion de la célébration de la Journée maghrébine du don de sang, sera donné à partir du Centre médico-social de la Sûreté nationale Omar-Haraïgue (Alger), tous les moyens humains et matériels ayant été mobilisés pour en assurer le succès, précise un communiqué de la DGSN.

L'opération qui s'étalera sur trois jours sera suivie de deux autres campagnes le 14 juin 2021 à l'occasion de la Journée mondiale du donneur de sang et le 25 octobre 2021 à l'occasion

de la Journée nationale des donneurs de sang, selon la même source.

La campagne menée par l'Algérie, à l'instar des autres pays maghrébains, à l'occasion de la Journée maghrébine du don de sang (30 mars), en coordination entre l'ANS et les Directions de la santé et de la population (DSP) à travers les structures de transfusion sanguine, et en partenariat avec la FADS et le mouvement associatif, se décline sous formes de divers événements, dont des journées de sensibilisation et des collations en l'honneur des donneurs de sang.

Plusieurs partenaires participent à l'opération, notamment le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs à travers "la promotion du don de sang dans les prêches", Sonelgaz, Algérie Télécom, Mobilis et l'Organisme national de contrôle technique de la construction (CTC).

BEJAIA Listes d'attribution de logements sociaux contestées

Des demandeurs de logements à Bejaia ont protesté dimanche suite à l'affichage, ces dernières heures, des listes d'attribution de logements sociaux dans plusieurs localités, dont ils ne figurent pas, a-t-on appris de diverses sources.

Les protestataires ont procédé à la fermeture de tous axes routiers majeurs de la wilaya de Bejaia. La RN 09 (Bejaia-Sétif) s'est vue obstruée à hauteur du tunnel d'Aokas, à 20 km à l'est du chef-lieu, par des manifestants réclamant "le retrait" de la liste adoptée par la commission de

daira et qui comporte 121 attributaires. La même protestation, a valu dans les mêmes formes, à Amizour, plus précisément à hauteur du lieu dit "Les Eucalyptus", ou un groupe de personnes a recouru à la fermeture d'un tronçon de la RN75, reliant Bejaia à Sétif par le flanc Sud-est, créant, soudainement un embouteillage inextricable sur la voie.

La liste des bénéficiaires de logements, composée de 392 patronymes, a fait sortir de leurs gonds la SEOR, sitôt affichée en effet. Le cas a valu aussi à Melbou,

à 25 km à l'est de Bejaia, ou un groupe d'habitants de la localité de Boulzazene a adopté ce procédé pour obstruer la RN 43, reliant Bejaia à Jijel, réclamant notamment la récupération des parcelles de terre longeant le littoral, notamment celles situées dans la zone du lieu dit "Tagherlouch", qui, à leurs yeux, "ont été squattées ou indument attribuées", ont-ils indiqué par téléphone à l'APS.

À l'ouest, c'est la RN 26, reliant Bejaia à Bouira et par extension Alger, qui en a fait les frais. Des habitants du village de Remila, en face de l'usine Inditex éponyme, qui ont fermé le tronçon mitoyen à leurs habitations, demandant notamment qu'on réhabilite leurs demeures et qu'on les fasse transférer vers des logements plus décentes. En début d'après-midi, la route a été cependant rouverte à la circulation. Ces montées au créneau diverses et leur simultanéité ont littéralement paralysé la circulation dans la wilaya, induisant des désagréments multiples aux usagers dont beaucoup, ont été empêchés de rejoindre leurs postes de travail à l'heure voulue. Selon les municipalités concernées, c'est le déséquilibre entre l'offre et la demande qui a nourri le mécontentement.

"Beaucoup se sentent lésés et par conséquent méritant", a-t-on soutenu à l'APC d'Amizour, affirmant que les enquêtes et les arbitrages menés dans ce contexte, ont été rigoureux et d'une grande loyauté.

APS

ALIMENTATION EN EAU POTABLE Reprise à l'Est d'Oran après une coupure due à une panne (SEOR)

L'alimentation en eau potable a repris suivant le programme habituel de distribution dans toutes les communes de l'Est de la wilaya d'Oran après une suspension de plusieurs jours suite à une panne au niveau de la conduite du couloir Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), a-t-on appris auprès de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR).

La panne s'est produite samedi 20 mars et les travaux de réparation ont été lancés le jour suivant et se sont achevés mardi dernier, a-t-on indiqué. Avec le début du pompage et du remplissage des réservoirs mercredi, la station de dessalement d'eau de mer d'El Mactaa qui couvre 80% des besoins en eau de la wilaya a connu "une panne soudaine" ayant conduit à la prolongation de la suspension de deux jours sup-

plémentaires. Les coupures d'eau ont duré entre cinq et six jours avec la durée de remplissage des réservoirs, a-t-on fait savoir.

Selon le directeur général de la SEOR, Oussama Helaïli, la réparation de la panne dans les canalisations du MAO d'un diamètre de deux mètres prend beaucoup de temps. Au sujet de la panne, survenue au niveau de la station de dessalement de l'eau de mer d'El Mactaa, M. Helaïli a expliqué qu'elle n'engage pas l'intervention de la SEOR et que sa réparation nécessite des travaux de fonçage de quelques heures et un vidage de la conduite qui dure jusqu'à deux jours et une réparation de quelques heures jusqu'à une journée, notant que les réservoirs ont été vidés à la suite des coupures d'eau et leur remplissage prend des heures à une journée

selon chaque site. La suspension d'eau à Oran due à des pannes du MAO et de la station d'El Mactaa a provoqué un vidage sur plus de 1000 kilomètres du réseau de distribution (soit un tiers), ce qui a pris plus de 36 heures supplémentaires pour que l'eau arrive dans l'ensemble des quartiers d'Oran, selon le directeur général adjoint de la SEOR, Khodja Houari. M. Khodja a souligné que la SEOR œuvre à trouver des solutions exceptionnelles pour réduire l'impact de pannes dont celle d'élever le niveau d'eau au réservoir de Belgaid grâce à la réception d'une quantité supplémentaire du barrage de Chellif de Mostaganem suite à la panne enregistrée dans la station de dessalement de l'eau de mer et l'accueil de 200 000 mètres cubes d'eau stockés dans la station.

EGYPTE

Accident de train: le parquet général ordonne l'arrestation de huit personnes

Le parquet général égyptien a ordonné lundi l'arrestation de huit personnes, dont deux conducteurs de train et des agents des chemins de fer dans l'enquête sur l'accident ferroviaire qui a fait au moins 18 morts et 200 blessés vendredi.

"Le procureur général a ordonné que les deux conducteurs du train 157 (impliqués dans la collision, ndlr), leurs deux assistants, l'agent de contrôle du trafic de la gare d'Al-Maragha" et trois autres agents, soient arrêtés, a indiqué le parquet général dans un communiqué.

Dans un premier temps, les autorités avaient fait état de 32 morts et 165 blessés, avant de revoir ce bilan à la baisse samedi, à 19 morts et 185 blessés.

Dans son communiqué lundi, le parquet général évoque un bilan de 18 morts et 200 blessés.

Les enquêteurs ont "parlé à 133 blessés" dans les gouvernorats de Sohag, Assiout, Qena et Louxor et "collecté les témoignages de 10 responsables de l'autorité nationale des chemins de fer en Haute Égypte", selon le com-



munié. Les huit personnes, qui ont été interpellées peu après le drame, vendredi et samedi, sont en détention préventive pour quatre jours, selon des sources judiciaires et sécuritaires.

La collision entre deux trains de voyageurs s'est

déroulée vendredi près de la ville de Sohag, dans le sud de l'Égypte, pays où ce type de drame mortel est récurrent.

Des images prises par une caméra de surveillance montrent une collision d'une extrême violence dans laquelle un wagon est projeté en l'air, dans un immense

nuage de poussière. La catastrophe s'est produite dans le village de al-Samaa Gharb, à 460 km au sud du Caire.

Les enquêteurs ont aussi interrogé trois policiers "en charge de la sécurité des trains", plusieurs employés de la gare et des contrôleurs.

Ils ont fait plusieurs simulations pour tester la signalisation, les freins manuels ce qui a "révélé que le chauffeur de la locomotive pouvait voir la signalétique lumineuse de la tour de contrôle".

Enfin, les chauffeurs et d'autres employés ont été soumis à des analyses de sang pour "révéler s'ils avaient consommé de la drogue", selon la même source.

La tragédie ferroviaire la plus meurtrière de l'histoire du pays s'était produite en 2002, avec l'incendie d'un train qui avait fait plus de 360 morts à une quarantaine de kilomètres au sud du Caire.

CANAL DE SUEZ

Le porte-conteneurs Ever Given remis à 80% dans la "bonne direction"

Le porte-conteneurs Ever Given, qui obstrue le canal de Suez depuis près d'une semaine, a été remis à 80% dans la "bonne direction", a annoncé lundi l'Autorité du canal (SCA) dans un communiqué, augurant la sortie d'une crise qui occasionne depuis mardi des milliards de dollars de pertes. "Le positionnement du navire a été rétabli à 80% dans la bonne direction", a estimé Ossama Rabie, président la SCA, cité dans le communiqué, avant d'ajouter: "Et l'arrière du navire s'est éloigné de 102 mètres de la rive alors qu'il était à quatre mètres seulement". Il n'a pas indiqué quand la navigation pourrait reprendre sur cette voie d'eau très fréquentée.

Peu avant, un porte-parole de Shoei Kisen, l'entreprise japonaise propriétaire du navire, avait fait savoir que le navire géant avait "tourné" mais ne "flottait pas" encore. Il était "bloqué à un angle de 30 degrés" par rapport au bord du canal mais il a désormais davantage d'amplitude de mouvement, a ajouté le porte-parole.

La poupe du navire de 400 mètres de longueur et de plus de 200.000 tonnes s'est éloigné de la rive ouest du canal, montrant lundi au petit matin les sites de visualisation du trafic maritime Vesselfinder et Myshiptracking.

Selon ce responsable du canal, "les équipes sur place ont procédé à des vérifications techniques et ils se sont assurés que le moteur du navire fonctionnait".

Dans un communiqué publié vers 05H00 (03H00 GMT), la SCA se bornait à indiquer que "les manoeuvres de remorquage pour renflouer le porte-conteneurs Ever Given (avaient) commencé à l'aide de 10 remorqueurs géants".

La compagnie de service maritime Inchcape avait annoncé que le navire était "renfloué", ce qui avait été repris par plusieurs médias. En fin de soirée dimanche, faisant un constat d'échec des tentatives de renflouement, le fournisseur de services maritimes Leth Agencies avait tweeté que l'opération était reportée "jusqu'à ce que la puissance des remorqueurs soit suffisante". Mais la SCA n'avait annoncé aucun report, indiquant seulement dans un communiqué en début de soirée que les opérations avaient "été intensifiées autour de la proue du navire".

Le porte-parole de la SCA, George Safwat, avait précisé dimanche matin que quelque 27.000 m3 de sable avaient déjà été déchargés, à 18 mètres de profondeur.

Mais les autorités reconnaissent rencontrer des difficultés, notamment en raison de la nature "rocheuse" du sol.

Selon Ihab Talaat el-Bannane, ancien amiral égyptien, "l'accident s'est produit dans la partie du canal où le sol est rocheux et qui avait d'ailleurs été le plus difficile à creuser". L'Ever Given est coincé depuis mardi en diagonale du canal, bloquant complètement cette voie d'eau d'environ 300 mètres de largeur

parmi les plus fréquentées au monde. Le canal de Suez, long de quelque 190 km, voit passer environ 10% du commerce maritime international et chaque journée d'indisponibilité entraîne d'importants retards et coûts. Au total, près de 400 navires étaient coincés dimanche aux extrémités et au milieu du canal reliant la mer Rouge à la mer Méditerranée, selon la SCA. Au moins une douzaine de remorqueurs et des dragues pour aspirer le sable sous le navire, ont été mobilisés dans les opérations.

L'assureur Allianz a estimé vendredi que chaque jour d'immobilisation pourrait coûter entre six et 10 milliards de dollars au commerce mondial.

Et les premières conséquences se font déjà sentir: la Syrie a indiqué samedi avoir commencé à rationner les carburants, face au retard de livraison d'une cargaison de pétrole. Onze navires partis de Roumanie et transportant 130.000 moutons sont aussi affectés. La valeur totale des biens bloqués ou devant emprunter une autre route diffère selon les estimations, oscillant entre trois et 9,6 milliards de dollars.

Les cours du pétrole ont connu de brusques hausses depuis le début de l'incident. Les autorités du canal ont affirmé que l'Égypte perdait entre 12 et 14 millions de dollars par jour de fermeture. Près de 19.000 navires ont emprunté le canal en 2020, selon la SCA.

EQUATEUR

Une valise contenant 185 tortues découverte à l'aéroport des Galapagos

Le ministère de l'Environnement équatorien a rapporté dimanche que des représentants de l'aéroport et du Parc national des Galapagos (PNG) avaient découvert dans une valise environ 185 spécimens de tortues qui devaient être acheminés de l'archipel au territoire continental.

"L'aéroport de iBaltra, 185 tortues écloses ont été détectées dans une valise qui était en cours de transfert vers l'Equateur continental", a indiqué le ministère sur Twitter.

Situées à 1.000 km des côtes équatoriennes, les îles Galapagos possèdent une flore et une faune uniques au monde.

Le ministère précise que la découverte a eu lieu "au cours d'une inspection de routine" entre l'aéroport des Galapagos et le PNG et que la police et les procureurs "prennent des mesures", sans donner plus de détails.

Le ministre de l'Environnement Marcelo Mata a dénoncé dans un tweet "ces crimes contre la faune et le patrimoine naturel des équatoriens" et s'est dit convaincu que ces faits "seront punis avec toute la rigueur prévue par la réglementation en vigueur".

Le trafic illégal d'espèces sauvages est un crime passible d'une peine de prison d'un à trois ans selon la loi équatorienne.

L'archipel, qui a servi de laboratoire naturel au scientifique anglais Charles Darwin pour sa théorie sur l'évolution des espèces, tire son nom des tortues géantes qui y vivent. Les tortues géantes sont arrivées il y a trois à quatre millions d'années dans cette région volcanique du Pacifique.

Les scientifiques pensent que les courants océaniques ont dispersés les tortues sur les îles, donnant lieu à 15 espèces différentes «dont trois aujourd'hui officiellement éteintes», chacune étant adaptée à son propre territoire.

CANADA

Attaque à l'arme blanche à Vancouver: le suspect accusé de meurtre

Un homme de 28 ans soupçonné d'être l'auteur de l'attaque à l'arme blanche qui a fait un mort et six blessés samedi à Vancouver, a été formellement accusé de meurtre dimanche, a annoncé la police.

Le suspect s'appelle Yannick Bandaogo et ses éventuels liens avec les victimes demeurent à préciser, a indiqué la police dans un communiqué, sans fournir d'indications sur les éventuelles motivations de ces attaques.

La police avait annoncé la veille qu'il avait déjà eu maille avec elle par le passé.

L'homme a subi une intervention chirurgicale suite à des blessures qu'il s'est infligées et demeure incarcéré, a-t-on précisé de même source.

La femme qui a perdu la vie dans l'attaque, âgée d'une vingtaine d'années, n'a pas été identifiée.

Samedi, en début d'après-midi, un quartier tranquille de Vancouver-Nord avait été le théâtre d'une soudaine flambée de violence. Un homme armé d'un couteau avait poignardé plusieurs personnes, au hasard selon certains témoins, à l'intérieur et à proximité de la bibliothèque municipale.

Il avait été rapidement interpellé par les policiers de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), après s'être apparemment poignardé à la jambe et écroulé au sol, selon les images d'une vidéo présentée par plusieurs médias.

Six personnes avaient subi des blessures à l'arme blanche d'une gravité variable et avaient été transportées à l'hôpital pour des soins d'urgence, ne mettant pas leur vie en jeu, a précisé la police.

ONU

L'après Covid-19, au menu du Forum arabe pour le développement durable de l'ONU

La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), organise ce lundi, le Forum arabe annuel pour le développement durable (2021), sous le thème: "Accélérer l'action vers l'Agenda 2030 de l'après Covid-19", rapportent des médias.

Les travaux de cette rencontre de trois jours se sont ouverts par visioconférence pour débattre de plusieurs axes, notamment comment accélérer l'action pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) après la crise de Covid-19. Le forum est marqué par la participa-

tion de représentants de haut niveau, dont des ministres, de hauts fonctionnaires et d'experts dans les domaines de la planification, du développement, de l'environnement, de l'emploi, des ressources naturelles, des données, des statistiques, des finances et de la technologie, ainsi que de représentants d'organisations gouvernementales régionales, de réseaux, de la société civile et d'institutions spécialisées des Nations Unies.

Il sera également consacré au suivi et à l'examen de la mise en œuvre du Programme de développement durable à

l'horizon 2030 dans la région arabe, et à l'examen des efforts régionaux déployés dans ce domaine. Les participants au forum mèneront aussi une évaluation des progrès régionaux dans la mise en œuvre du Programme 2030, et passeront en revue les objectifs spécifiques de développement durable, en tenant compte des effets de la pandémie Covid-19. La réunion sera sanctionnée par la publication d'un rapport récapitulatif les plus importants messages émanant du dialogue régional sur les opportunités et les défis de la mise en œuvre du Programme 2030.

OUM EL BOUAGHI Réaménagement prochain de deux hôpitaux et 11 polycliniques

Des projets portant réaménagement de deux (2) hôpitaux et 11 polycliniques seront lancés prochainement dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris samedi du directeur de la Santé et de la Population (DSP), Mohamed Laib.

Les actions à entreprendre concernent deux (2) établissements publics hospitaliers (EPH) Salah Zerdani (240 lits) de la commune d'Ain Beida et Mohamed Bouhafs (120 lits), implanté dans la commune de Meskiana, qui sont en état de dégradation, a indiqué le responsable.

Des travaux de réhabilitation cibleront également certains services relevant de ces infrastructures sanitaires, a-t-il fait savoir.

L'enveloppe financière allouée pour le réaménagement de ces deux établissements publics hospitaliers, dont les travaux seront entamés "durant le mois d'avril prochain", est estimée à 47 millions de DA, a ajouté la même source.

S'inscrivant dans le cadre de l'amélioration de la qualité du service public, des opérations de réhabilitation de 11 polycliniques seront également lancées "avant la fin du deuxième trimestre de l'année en cours", a indiqué la même source.

TÉLÉCOMMUNICATIONS Signature d'une convention pour doter les hôpitaux et les établissements de santé d'une connexion à haut débit

Les ministres de la Postes et des Télécommunications, et de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière respectivement MM. Brahim Boumzar et Abderrahmane Benbouzid, ont signé, jeudi, à l'Établissement hospitalier "Achour Ziane" d'Ouled Djellal, une convention pour doter les hôpitaux et les établissements de santé d'une connexion à haut débit.

Le ministre de la Poste Brahim Boumzar a précisé que le programme tracé pour la coordination entre les départements ministériels comporte la promotion de la coopération entre les deux ministères notamment à travers cette convention pour relier les hôpitaux et les centres de santé à Internet de haut débit pour leur permettre d'accéder à la technologie et contribuer au développement de la santé à distance notamment le transport des malades et le télédiagnostic.

De son côté, le ministre de la Santé Abderrahmane Benbouzid a indiqué que les conventions et la coordination entre les départements ministériels dans le cadre de l'action et les visites communes reflètent l'importance de la coopération pour promouvoir les efforts de chaque secteur et répondre aux attentes des citoyens particulièrement les malades.

Les deux ministres ont assisté à la cérémonie de livraison au profit du secteur de la santé d'Ouled Djellal d'une ambulance équipée offerte par le ministère de la Poste.

Affirmant que cette initiative s'étendra à la wilaya d'El Meghaier et aux zones d'ombre, M. Boumzar a ajouté que l'argent public "doit profiter au citoyen".

Accompagnés du secrétaire d'Etat chargé de la réforme hospitalière, Ismail Mesbah, les deux ministres ont inspecté durant cette visite plusieurs structures relevant de leurs secteurs respectifs au chef lieu de wilaya et d'autres dans la commune de Sidi Khaled, avant de se rendre à la wilaya d'El Meghaier.

110 nouveaux cas, 82 guérisons et 4 décès

Cent dix (110) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 82 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 116 946 dont 110 nouveaux cas durant les dernières 24 heures et celui des décès à 3084 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 81.349 cas. Par ailleurs, 20 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute le communiqué. En outre, 23 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 23 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 2 wilayas ont connu plus de 10 cas, précise-t-on de même source. Le ministère rappelle, en outre, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



DON DE SANG

La collecte a régressé de 13% en 2020 à cause de la crise sanitaire de Covid-19 (ANS)

La collecte de sang a connu une régression de 13 % l'année dernière par rapport à 2019, à cause de la crise sanitaire du coronavirus, indique, dimanche, un communiqué de l'Agence nationale du sang (ANS), qui a collecté près de 569.000 poches de sang en 2020.

La même source souligne que le bilan de l'activité transfusionnelle de l'ANS pour l'année 2020 fait état de près de 569.000 poches de sang collectées au niveau des 240 structures fonctionnelles de transfusion sanguine dans tout le pays, enregistrant une régression de 13 % par rapport à 2019, liée notamment à la crise sanitaire de Covid-19.

L'Agence note, toutefois, avoir enregistré un nombre de 675.000 candidats qui se sont présentés pour un don de sang, dont 16 % ont été ajournés durant la même période.

L'ANS souligne dans le même communiqué, que les collectes réalisées en site fixe au cours de l'année 2020, représentent les trois-quarts des collectes, avec 62% de dons bénévoles, dont 40% occasionnels et 22% réguliers, tandis qu'un taux de 38% concerne des dons de compensation.

Journée maghrébine de don de sang

A l'instar des pays maghrébins, l'Algérie célèbre le 30 mars, Journée maghrébine de don de sang.

"Pour cette 16e édition, l'ANS en coordination avec les directions de la santé et de la population à travers les structures de transfusion sanguine et en partenariat avec la Fédération algérienne des donneurs de sang et le mouvement associatif, organise différentes manifestations à travers le territoire national", souligne le même communiqué.

Des journées de sensibilisation, de collecte de sang et des cérémonies honorifiques au profit des donneurs de sang, seront organisées.

Cette journée placée sous le haut patronage du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, sous le thème : "un grand merci pour votre don de sang", sera organisée avec l'implication "étroite" de nombreux partenaires à l'instar du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs "à travers la promotion du don de sang lors des prêches", la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), Sonelgaz,

Algérie Télécom (AT), l'opérateur public de téléphonie Mobilis et le Contrôle technique de la construction (CTC), ajoute la même source.

En outre, plusieurs administrations et des entreprises publiques et privées, note le même communiqué, sont engagées dans la célébration la journée maghrébine du don de sang, et ce, "jusqu'à la veille du mois sacré afin d'assurer la disponibilité du sang à l'approche du Ramadan".

La journée maghrébine du don de sang a pour objectif de "sensibiliser davantage nos concitoyens quant à l'importance du don de sang pour répondre aux besoins des services de soins des établissements de santé en garantissant un approvisionnement sûr, suffisant et durable en produits sanguins", lit-on encore dans le communiqué de l'ANS.

Il s'agit aussi, de faire de cette journée instituée en mai 2006, en vue de renforcer les relations de coopération entre les pays du Maghreb dans le domaine de la transfusion sanguine, une occasion de "rendre un vibrant hommage à tous les donneurs de sang bénévoles".

ORAN

Près de 400 firmes étrangères participeront au salon international du mobilier hospitalier et de l'équipement médical

La 2e édition du Salon international du mobilier hospitalier et de l'équipement médical (SIMEM), prévue du 7 au 10 avril prochain au Centre des conventions d'Oran (CCO), verra la participation de 386 firmes représentant 28 pays, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Reporté d'un an à cause de la pandémie de Covid-19, cette édition regroupera 92 exposants d'équipements et de produits de 386 firmes de 28 pays, a indiqué la directrice de l'agence organisatrice "Evecia", Yasmine Chaouche, lors d'une conférence de presse organisée samedi au niveau du CCO.

Malgré la fermeture des

frontières, pas moins de 284 firmes étrangères seront présentes au salon, par le biais de représentants algériens, a affirmé, pour sa part, le fondateur de ce salon, Mustapha Chaouche, faisant savoir que 104 firmes algériennes seront au rendez-vous.

Des firmes allemandes (27), françaises (35), italiennes (33), chinoises (87), espagnoles (15), indiennes (13), turques (13), américaines (14) seront représentées au sein de cette exposition. S'agissant de la répercussion de la crise sanitaire du Covid-19, M. Chaouche a indiqué que le SIMEM a pu survivre grâce à la fidélité de ses clients qui, malgré plu-

sieurs reports, ont tenu à participer à ce salon, notant que les organisateurs de plusieurs salons ont mis la clé sous le paillason.

Restrictions sanitaires obligent, le SIMEM sera ouvert uniquement aux professionnels de la santé et les étudiants en sciences médicales, qui pourront découvrir les nouveautés en matière d'imagerie médicale, d'équipements et produits de laboratoire et de produits de dentisterie, d'orthopédie, de mobilier hospitalier, d'hygiène sanitaire, de logiciels spécialisés et de divers services dédiés à la santé.

Le SIMEM accueille également plusieurs entre-

prises qui proposent des systèmes informatiques et de logiciels destinés au secteur de la santé, a-t-on souligné. Un programme comportant 18 communications sur divers thèmes sanitaires comme le cancer du sein, la maladie cœliacque, l'hépatite, est concocté pour la circonstance.

Les organisateurs de cet événement ont opté cette année de mettre en ligne une version virtuelle simultanée du salon, en partenariat avec la start-up "etabib", pour permettre à ceux qui ne sont pas en mesure de se déplacer (les étrangers en l'occurrence) d'y prendre part.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

La pandémie a fait 2.784.276 morts

La pandémie a fait 2.784.276 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles lundi.

Plus de 127.085.080 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de dimanche, 6.450 nouveaux décès et 467.650 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 1.656 nouveaux morts, les Etats-Unis (493) et l'Italie (297).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 549.335 décès pour 30.262.380 cas recensés, selon le comptage de l'uni-



versité Johns Hopkins. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 312.206 morts et 12.534.688 cas, le Mexique avec 201.623 morts (2.226.550 cas), l'Inde avec 161.843 morts (12.039.644 cas), et le Royaume-Uni avec 126.592 m orrts (4.333.042 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la République tchèque est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 243 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (207), le Monténégro (198), la Belgique (198) et la Slovaquie

(193). L'Europe totalisait lundi à 10h00 GMT 945.497 décès pour 43.090.437 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 770.213 décès (24.471.610 cas), les Etats-Unis et le Canada 572.208 décès (31.226.841 cas), l'Asie 270.416 décès (17.664.018 cas), le Moyen-Orient 113.023 décès (6.410.030 cas), l'Afrique 111.937 décès (4.185.480 cas), et l'Océanie 982 décès (36.668 cas).

Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées.

Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des médias, auprès des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

AMÉRIQUE LATINE

Hausse du nombre de contaminations et de décès

Les pays de l'Amérique latine continuent d'enregistrer de nouveaux cas de contamination et de décès des suites de la Covid-19, selon les données officielles.

Les autorités officielles ont souligné lundi que ces 24 dernières heures, le nouveau coronavirus a fait 1.656 décès au Brésil, 194 au Mexique, 81 en Argentine, 165 en Colombie, 231 au Pérou, 101 au Chili, 59 en Equateur, 21 en Bolivie et 60 au Paraguay.

D'après les données du ministère brésilien de la Santé, le pays a enregistré au total 312 206 décès.

Le nombre de cas enregistré ces 24 dernières heures a été de 44 326, por-

tant le total à 12 534 688 cas.

Le Brésil est le deuxième pays le plus impacté par la pandémie après les Etats-Unis.

Au 28 mars, le Mexique a enregistré 201 623 décès et 2 226 550 cas confirmés, dont 1 783 ces 24 dernières heures. Le pays se classe désormais au troisième rang, après les Etats-Unis et le Brésil, dont le nombre de décès a dépassé le seuil des 200 000 personnes. En Argentine il été annoncé 55 449 décès jusqu'à maintenant.

Le pays a compté 7 208 cas ces 24 dernières heures, portant le total à 2 308 597. Les autorités sanitaires en Colombie font état de 2 382 730 cas

positifs, dont 7 139 enregistrés les 24 dernières heures, outre 62 955 décès au total. Au Pérou, la Covid-19 a fait 51 469 décès et 1 529 882 cas d'infection, dont 5 266 ces 24 dernières heures.

Le Chili a enregistré au total 22 754 décès et 977 243 cas d'infection dont 7 326 ces 24 dernières heures.

L'Equateur a recensé au total 16 738 décès et 324 482 cas, dont 1 783 ces 24 dernières heures.

La Bolivie a enregistré au total 12 186 décès et 269 628 cas d'infection dont 326 ces 24 dernières heures.

Le Paraguay a recensé 4 633 décès et 208 655 cas, dont 2 58 ces 24 dernières heures.

VACCINATION

La Chine envisage de mettre en place des sites de vaccination aux EAU pour les ressortissants chinois

La Chine et les Emirats arabes unis (EAU) ont discuté dimanche d'un plan visant à mettre en place des sites de vaccination contre le coronavirus dans les EAU pour vacciner les ressortissants chinois.

Le conseiller d'Etat et ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, en visite à Abou Dhabi, a discuté de ce plan avec son homologue émirien Abdullah ben Zayed al Nahyane.

Wang Yi a déclaré que le gouvernement chinois attachait une grande

importance à la santé et à la sécurité des ressortissants chinois et qu'il espérait établir des sites de vaccination contre le COVID-19 dans des pays qualifiés et volontaires dans le cadre de son plan d'action Spring Vaccine visant à vacciner les ressortissants chinois avec des vaccins chinois.

Abdallah ben Zayed al Nahyane a confirmé que son pays, en tant que partenaire stratégique de la Chine, est prêt à accueillir de tels sites pour faciliter la vaccination COVID-19 des

ressortissants chinois aux EAU et dans les pays voisins. Les EAU sont prêts à discuter avec la Chine des modalités de coopération à cet égard, a-t-il ajouté. Exprimant sa gratitude envers la réponse positive de la partie émirienne, M Wang a indiqué qu'elle représentait l'amitié des EAU envers le peuple chinois et leur volonté d'assumer leur part de responsabilité internationale.

Il s'attend à ce que ce plan soit mis en œuvre dès que possible grâce à la coordination entre les deux parties.

La Russie pourrait atteindre l'immunité collective d'ici la fin de l'été (Poutine)

Le président russe Vladimir Poutine a déclaré dimanche que le pays pourrait atteindre l'immunité collective contre la Covid-19 d'ici la fin de l'été.

Si la vaccination de masse se poursuit à son rythme actuel, environ 70% des adultes seront vaccinés

en Russie d'ici la fin de l'été, atteignant ainsi le seuil de l'immunité collective, a indiqué M. Poutine à une émission de télévision locale.

Il a affirmé plus tôt cette semaine que 6,3 millions de personnes avaient reçu une première dose de vaccin

russe dans le pays et que 4,3 millions avaient eu deux injections depuis le début de la campagne de vaccination de masse début décembre.

M. Poutine s'est fait administrer mardi une première dose d'un vaccin russe et le Kremlin n'a

publié aucune photo ou vidéo de l'inoculation.

Selon le président, les trois vaccins russes, à savoir Spoutnik V, EpiVacCorona et Covivac, sont "efficaces, fiables et sûrs" et il n'a pas ressenti d'effet secondaire significatif après l'inoculation.

VACCINS

Accord de production aux Emirats du vaccin chinois Sinopharm

Les Emirats arabes unis et la Chine ont lancé dimanche un projet pour commencer à produire le vaccin anti-coronavirus du laboratoire chinois Sinopharm dans le pays du Golfe, a rapporté un média d'Etat émirati.

Les entreprises émirati Group 42 et chinoise CNBG "ont lancé un projet conjoint (...) pour ouvrir la première ligne de production de vaccins contre le Covid-19 aux Emirats", a indiqué l'agence de presse Wam, sans préciser quand la production commencerait.

"Nous poursuivons les efforts que nous avons engagés au début" de la pandémie de coronavirus, a indiqué le ministre émirati des Affaires étrangères, Cheikh Abdallah ben Zayed Al-Nahyane, cité par l'agence.

Ce projet "apporte une valeur ajoutée aux efforts internationaux pour affronter la crise liée au Covid-19, qui a fait des ravages sur la vie quotidienne dans le monde entier", a-t-il ajouté.

Les Emirats ont entamé en décembre leur campagne de vaccination dans les sept principautés composant cette fédération après avoir approuvé le vaccin Sinopharm et celui du duo américano-germanique Pfizer/BioNtech.

Ils ont depuis également approuvé les vaccins britanniques du laboratoire AstraZeneca et de l'université d'Oxford.

Le pays, qui a une population d'environ 10 millions de personnes, enregistre l'un des meilleurs taux de vaccination par habitant dans le monde après Israël.

Plus de 388.000 cas de coronavirus ont été enregistrés aux Emirats depuis le début de la pandémie, dont 1.481 décès.

56085/510/ 045 La Suède n'atteindra pas l'objectif de vaccination en raison du retard des livraisons STOKHOLM, 28 mars 2021 .

- La Suède ne serait pas en mesure d'atteindre l'objectif de faire vacciner tous les adultes d'ici le 30 juin, en raison des retards répétés dans les livraisons des vaccins contre le Covid-19, a affirmé dimanche le coordinateur des vaccins.

"Il faudra un peu plus de temps avant que tout le monde ne soit complètement vacciné, mais peut-être cinq millions de personnes seront-elles complètement vaccinées d'ici la fin du premier semestre, le 30 juin", a déclaré Richard Bergstrom à la télévision suédoise (SVT).

La raison du retard est due notamment aux problèmes de livraisons du vaccin d'AstraZeneca, que la Suède a autorisé jeudi dernier pour les personnes âgées de plus de 65 ans.

"C'est bien que nous n'ayons pas mis tous les œufs dans le même panier.

Si nous n'avions eu qu'un contrat avec AstraZeneca, cela aurait pris toute l'année", a estimé le même responsable.

Jeudi dernier, la Suède a enregistré son plus grand nombre de nouveaux cas depuis la fin de l'année dernière, bien que les décès restent à un niveau relativement bas.

"Il faudra peut-être quelques semaines en juillet avant que tout le monde ait ses deux injections", a indiqué Bergstrom.

La Suède, qui a rejeté le confinement tout au long de la pandémie, met les bouchées doubles pour faire vacciner sa population au milieu d'une troisième vague du nouveau coronavirus.

Le royaume scandinave de 10,1 millions d'habitants a jusqu'à présent vacciné plus d'un million de personnes avec une dose et 450.000 personnes avec deux doses.

La Suède a rapporté jusqu'ici 780.018 infections et 13.402 décès liés au nouveau coronavirus, un taux de mortalité par habitant plusieurs fois plus élevé que celui de ses voisins nordiques, mais inférieur à celui de plusieurs pays européens qui ont opté pour le confinement.

MAUX DE TÊTE

Quelle différence entre céphalées de tension et migraine

Environ la moitié d'entre nous souffrent de maux de tête au moins une fois par an. Il existe deux types de causes à ces maux : les céphalées de tension, assez communes, et les migraines, moins fréquentes. Rarement graves, les maux de tête peuvent cependant être révélateurs d'une maladie plus sérieuse.

Quels sont les symptômes des maux de tête ?

Les céphalées de tension (qui n'ont aucun rapport avec l'hypertension artérielle !) se manifestent surtout au niveau du front et de la nuque. Ce sont des douleurs perçues comme une pression (ou tension) ou un serrement exercé sur ces parties de la tête. La douleur peut augmenter de manière progressive ou apparaître brusquement. Certaines céphalées de tension durent parfois plusieurs heures, voire même plusieurs jours.

Elles sont différentes des migraines qui se manifestent par des douleurs lancinantes du côté droit ou gauche de la tête, parfois pendant des heures, voire des jours. La douleur suit les battements du cœur. L'épisode est souvent associé à d'autres symptômes : une intolérance à la lumière, au bruit et aux odeurs, des nausées, des vomissements, etc.

La migraine peut être précédée de signes prémonitoires : fourmillements ou, plus rarement, faiblesse d'un côté ou vertiges (migraine basilaire). Dans le cas de la migraine avec aura ou migraine ophthalmique, la personne ressent d'abord des troubles visuels : voile noir, éclairs en zigzags ou scotomes scintillants (un point scintillant qui grossit progressivement jusqu'à gêner la vision).

Certains migraineux souffrent d'une forme particulière de migraine, la céphalée de Horton ou algie vasculaire de la face. Ce type de migraine est caractérisé par des douleurs très intenses et d'apparition soudaine, qui touchent un côté du visage au niveau de la tempe, de la joue ou derrière l'œil. La céphalée de Horton touche plutôt les hommes jeunes.

Les enfants peuvent être atteints de migraine dès deux ans. Souvent, on ne s'en rend compte qu'à partir de cinq ans, lorsque l'enfant est en mesure de décrire cette sensation douloureuse. Les crises de migraine sont courtes chez les tout-petits, mais elles ne sont pas rares : 5 à 10 % des enfants en seraient atteints. Il appartient aux parents d'être attentifs pour reconnaître les signes de la migraine chez un très jeune enfant et les distinguer d'un simple mal de tête. Un bébé atteint d'une crise de migraine est grognon, il pleure et cesse de s'occuper. Il est pâle et se tient la tête. La crise peut s'accompagner de vomissements.



Quelles sont les causes des céphalées ?

Les causes des céphalées de tension sont inconnues. Toutefois, on sait que certains facteurs favorisent leur apparition : le stress, le surmenage et la fatigue ;

La consommation de boissons alcoolisées ;

L'excès ou l'arrêt brusque d'une consommation de café ;

Des lunettes mal adaptées ou une absence de lunettes alors qu'elles seraient nécessaires ;

Le bruit ;

Chez certaines personnes, la consommation d'aliments tels que les fromages trop faits, les noix, le chocolat, les vins blancs, les salaisons, les agrumes, la crème aigre, les pâtisseries et les pains frais en pâte levée, les exhausteurs de saveur (glutamate) ou les édulcorants (aspartame), etc. Chez les personnes qui souffrent d'arthrose des vertèbres cervicales, les maux de tête peuvent être plus fréquents. Ces céphalées cervicales se font plutôt sentir à l'arrière du crâne. Enfin, les variations hormonales au début de la grossesse augmentent la fréquence des maux de tête chez les femmes enceintes. Dans le cas de maux de tête incessants, il est parfois nécessaire

de réaliser des examens complémentaires (scanner cérébral, IRM, etc.) pour en préciser les causes.

Les céphalées par abus d'antalgiques

Les céphalées par abus d'antalgiques se caractérisent par la répétition de céphalées de tension suite à la surconsommation de médicaments contre la douleur. Tout se passe comme si chaque prise d'antalgique était suivie par un rebond du mal de tête. Ces maux de tête incessants représentent 15 à 20 % des consultations dans les centres spécialisés dans le traitement des maux de tête. Les mécanismes de ce phénomène ne sont pas élucidés. Le traitement consiste à sevrer progressivement les personnes qui en souffrent.

Quelles sont les causes de la migraine ?

Les causes de la migraine ne sont pas connues. On a toutefois constaté que l'irrigation du cerveau était modifiée avant et pendant l'accès ; d'abord une contraction des vaisseaux à l'origine des signes prémonitoires, puis une dilatation brutale, responsable des maux de tête. Il semble aussi que certains facteurs hormonaux jouent un

rôle dans la migraine. Chez certains migraineux, des causes extérieures peuvent agir comme facteurs déclenchants : le stress, des troubles du sommeil, certaines conditions météorologiques, certains aliments, le bruit, des odeurs, une lumière crue, l'imminence des règles, etc.

Chez les enfants qui souffrent de migraine, il est important de rechercher des facteurs déclenchants, comme la chaleur, la lumière, le bruit, le manque de sommeil, la faim, etc. Les crises peuvent être associées à toutes sortes de facteurs de stress : un voyage, un changement d'environnement, des pleurs, etc. En contrôlant ces facteurs, on peut éviter une crise de migraine ou diminuer son intensité.

Comment prévenir les maux de tête ?

Les facteurs qui déclenchent des maux de tête varient d'une personne à l'autre. Essayez de déterminer si les maux ont une origine que vous pouvez éviter, par exemple une boisson, un aliment ou des lunettes mal adaptées. Par ailleurs, toute mesure permettant de vous détendre est susceptible d'atténuer les céphalées de tension.

Comment réagir en cas de mal de tête ?

Allongez-vous dans une pièce calme et sombre.

Essayez de dormir.

Appliquez une compresse froide sur la nuque.

Prenez un bain chaud.

Chez un enfant migraineux, lorsque la crise survient, le sommeil reste le

meilleur traitement. Un environnement très calme et un léger massage relaxant peuvent suffire à endormir le bébé. Il faut penser à le nourrir s'il a faim. Les parents doivent, dans la mesure du possible, éviter de paniquer car cela entretient le stress de l'enfant. Les maux de tête peuvent être révélateurs

de maladies ou de problèmes nécessitant un diagnostic médical urgent : poussée d'hypertension artérielle, accident vasculaire cérébral (attaque), infection du cerveau, glaucome, intoxication, etc. D'autres problèmes moins urgents nécessitent néanmoins une consultation : la sinusite, par exem-

ple. Ces maladies s'accompagnent généralement d'autres signes révélateurs dont l'association avec la céphalée doit amener à consulter (gêne à la lumière, troubles du comportement, douleur des yeux, etc.). Des maux de tête persistants justifient toujours un avis médical.

Quelles sont les complications éventuelles du mal de tête ?

Les maux de tête ordinaires n'entraînent aucune complication. Mais là encore, il est parfois difficile de déterminer s'ils sont anodins ou le signe d'une maladie plus grave. Dans le doute, mieux vaut consulter son médecin, notamment lorsqu'on a violemment mal à la tête, ou si les douleurs se prolongent. Si vous êtes sujet aux céphalées à répétition, il vous sera peut-être difficile de déterminer si elles sont banales ou non. Il faut alors tenter de noter si elles sont différentes en intensité, en durée et en fréquence.

La prise en charge de la migraine chez la femme enceinte

Il existe souvent une amélioration de la migraine pendant la grossesse et on constate parfois une disparition complète des crises. La stabilisation des taux d'œstrogènes chez la femme enceinte a une action protectrice sur les vaisseaux sanguins. Les cas d'aggravation sont peu fréquents et il est rare qu'une maladie migraineuse apparaisse pour la première fois au cours de la grossesse.

La prise de médicaments peut être évitée chez les femmes qui notent une amélioration de la migraine pendant leur grossesse. On peut, si nécessaire, les remplacer par des alternatives comme le repos, les massages ou l'application de poches de glace.

Lors de crises sévères, celles-ci doivent nécessairement être traitées car leur répétition peut présenter un danger pour le fœtus. Dans ce cas, le médicament le plus couramment utilisé est le paracétamol. La caféine à faible dose peut aussi être utilisée. L'aspirine et les anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS) sont formellement contre-indiqués à partir du cinquième mois de la grossesse. Les antimigraineux de la famille des triptans sont déconseillés, car leurs effets pendant la grossesse sont encore mal connus. La dihydroergotamine est contre-indiquée. Pendant l'allaitement, le paracétamol est sans danger pour le nourrisson.

Illustration: M.

Comment soulager la migraine ?

Le traitement de la crise

Le traitement de la crise de migraine repose sur la prise d'antalgiques de niveau 1 : paracétamol ou aspirine seule ou associée à un antinauséux. Les AINS peuvent également être utilisés. Ceux recommandés dans la migraine sont le diclofénac, l'ibuprofène, le kétoprofène et la naproxène. Ils sont listés ci-dessous. Les antalgiques contenant un opiacé (codéine, tramadol) ou un dérivé de la morphine sont déconseillés en raison d'un risque d'abus.

Lorsque les crises de migraine sont intenses ou qu'elles ne sont pas soulagées par les antalgiques usuels tels que les AINS, le médecin peut prescrire un médicament de la famille des triptans. Il s'agit de puissants vasoconstricteurs qui agissent principalement sur les vaisseaux crâniens. Le traitement de la crise doit être pris de façon précoce, lors de l'apparition du mal de tête. Des dérivés de l'ergot de seigle (ergotamine, dihydroergotamine) peuvent également être utilisés dans le traitement de la crise. Ils sont généralement proposés lorsque les autres traitements (AINS, triptans) ne permettent pas de soulager les crises.

Le traitement de fond

En fonction de la fréquence et de l'intensité des crises, le médecin peut être amené à prescrire un traitement de fond à prendre quotidiennement. Ce traitement vise à permettre de diminuer la fréquence ou l'intensité des crises de migraine, mais ne les fait pas disparaître totalement. Il comprend : des bêtabloquants : cette famille de médicaments, essentiellement utilisée en cardiologie, s'est montrée efficace dans le traitement de fond de la migraine. Ces médicaments ont un intérêt particulier lorsque le stress est un facteur déclenchant de la migraine ;



Un antidépresseur : l'amitriptyline (Laroxyl) est un antidépresseur utilisé dans le traitement des douleurs rebelles. Il peut être prescrit dans certains cas de migraine. Il est alors utilisé à des doses beaucoup plus faibles que dans le traitement de la dépression ;

Des antiépileptiques : seul le topiramate (Epi-Tomax et ses génériques) a une indication dans le traitement préventif des crises de migraine ;

Des antimigraineux spécifiques : ces médicaments sont tous anciens et une réévaluation de leur rapport bénéfice/risque est en cours. Dans le cadre de cette réévaluation, l'antimigraineux VIDORLA (indoramine) a été retiré du marché en juin 2013. Il a été à l'origine, dans de rares cas, d'effets indésirables cardiaques et neuropsychiatriques graves. Les autorités de santé françaises ont jugé son rapport bénéfice/risque défavorable et ont décidé de son arrêt de com-

mercialisation (voir actualités).

Un dérivé de l'ergot de seigle : le méthergilde. Son efficacité dans le traitement de fond de la migraine est faible et des problèmes de tolérance ont été observés (risque d'atteinte pulmonaire ou cardiaque). Il n'est plus remboursé par l'Assurance maladie depuis le 15 octobre 2012.

Les traitements de fond de la migraine contenant de la dihydroergotamine (Ikaran, Seglor et génériques) ont été retirés du marché en novembre 2013. En effet, la démonstration de leur efficacité est mal établie alors que des effets indésirables graves ont été rapportés. Dès septembre 2013, l'Agence française du médicament (ANSM) recommandait aux médecins de ne plus prescrire ces médicaments (voir actualités). Les traitements de la crise de migraine contenant de la dihydroergotamine ne sont pas concernés par ce retrait.

Quelles plantes pour soulager les maux de tête ?



Traditionnellement, l'écorce de saule blanc est préconisée pour soulager les maux de tête. Les sommités fleuries de la reine-des-prés posséderaient cette même propriété. Enfin, le café est souvent conseillé, en particulier au début des crises de migraine.

Le saule blanc et la reine-des-prés dans le traitement des maux de tête

Grâce aux flavonoïdes et aux composés salicylés contenus dans son écorce, le saule blanc pourrait calmer les maux de tête. Néanmoins, aucune étude scientifique n'a validé cet usage qui repose essentiellement sur la tradition et sur une analogie avec l'aspirine. La reine-des-prés (ou spirée) est parfois utilisée parce qu'elle contient des substances similaires à celles du saule blanc.

Les plantes riches en caféine dans le traitement des maux de tête

La caféine contenue dans le maté, le café, le thé, etc. est fréquemment conseillée par les médecins aux personnes qui souffrent de migraine. Prise dès les premiers symptômes, une tasse de

café peut limiter l'intensité des maux de tête. Dans les médicaments contre la douleur et les maux de tête, la caféine est souvent associée aux anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS, par exemple l'aspirine) dont elle augmenterait l'efficacité.

La menthe poivrée dans le traitement des maux de tête

L'application d'huile essentielle de menthe poivrée sur les tempes est parfois recommandée pour soulager les maux de tête, sans aucune preuve d'efficacité.

Les autres plantes dans le traitement des maux de tête

La grande camomille (*Tanacetum parthenium*) est traditionnellement considérée comme l'une des plantes les plus efficaces contre les maux de tête. Son efficacité a été re-

connue par l'OMS pour prévenir les crises de migraine.

Existe-t-il des risques à soigner les maux de tête par les plantes ?

Attention, si les maux de tête s'accompagnent de tremblements, d'agitation, de fièvre, de raideur de la nuque, de malaise, de vomissements ou de diminution de la force musculaire, consultez un médecin en urgence. Un mal de tête modéré qui dure plus de 48 heures justifie également une consultation, en particulier chez les personnes qui souffrent d'hypertension artérielle.

Les contre-indications de l'écorce de saule blanc correspondent essentiellement à celles de l'aspirine.

Un abus de café peut provoquer des palpitations et des insomnies.

CÔTE D'IVOIRE

Au moins trois gendarmes tués par des hommes armés dans le nord

Les forces de défense et de sécurité de Côte d'Ivoire ont été la cible lundi de deux attaques distinctes dans le nord proche de la frontière avec le Burkina Faso, faisant au moins trois morts, rapportent des médias, citant une source sécuritaire.

Un poste de l'armée a été attaqué à Kafolo, localité frontalière du Burkina, vers 01h00 (locales et GMT). Il y a eu "deux morts" selon un habitant.

L'attaque a été confirmée par une source sécuritaire et l'état-major de l'armée, mais "pour l'heure on ne sait pas encore la nature de l'attaque", ni le nombre exact de morts, ni leur identité, selon une source sécuritaire.

"Les assaillants ont été repoussés et une opération militaire est en cours", a indiqué l'Etat-major de l'armée ivoirienne, sans plus de détails.

Peu après, c'est un poste de gendarmerie de la localité de Tehini, à l'est de Kafolo, qui a été ciblé par des hommes armés. "Il y a un gendarme mort", a déclaré un de ses collègues de la ville de Ferjessedougou, non loin de Kafolo et Tehini.

MOZAMBIQUE

Des dizaines de personnes tuées par les terroristes

Plusieurs dizaines de personnes ont été tuées dans une attaque terroriste d'ampleur depuis mercredi à Palma, dans le nord du Mozambique, a annoncé dimanche le gouvernement mozambicain.

Sept personnes ont trouvé la mort dans une embuscade alors que les forces de sécurité tentaient d'évacuer près de 200 personnes retranchées dans un hôtel de la ville portuaire tombée aux mains de groupes armés, a précisé le ministère de la Défense lors d'une conférence de presse.

Et des "dizaines" d'autres lors de l'attaque initiale mercredi contre la petite ville portuaire de Palma, située à seulement une dizaine de kilomètres d'un site gazier piloté par le groupe français Total, un méga-projet de vingt milliards de dollars, censé être opérationnel en 2024.

Palma est tombée aux mains de ces groupes armés vendredi soir, à l'issue de plus de 48 heures de combats.

"Plus de cent personnes sont portées disparues", a affirmé le chercheur Martin Ewi, de l'Institut des études sécuritaires à Pretoria, évoquant une "situation encore très confuse".

Les terroristes, qui ont prêté allégeance au groupe autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech), et qui terrorisent depuis plus de trois ans la province majoritairement musulmane du Cabo Delgado, frontalière de la Tanzanie, ont lancé leur attaque surprise mercredi après-midi sur trois fronts simultanés, suscitant la panique pour ses 75.000 habitants.

"Leurs actions ont abouti au meurtre couard de dizaines de personnes sans défense", a dénoncé le colonel Omar Saranga, porte-parole du ministère de la Défense lors d'un point-presse.

APS

TUNISIE

L'UGTT satisfaite de l'attachement de Kais Saïed à l'organisation d'un dialogue national

Le secrétaire général adjoint de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Sami Tahri a déclaré que la centrale syndicale est satisfaite de la position du président tunisien, Kais Saïed à l'égard de l'initiative relative à l'organisation d'un dialogue national.

M. Tahri a rappelé - dans une déclaration à la TAP en marge de la réunion du conseil régional de l'UGTT à Sousse - que M. Kais Saïed a réaffirmé, lors de sa récente rencontre avec le secrétaire général de l'UGTT, Noureddine Taboubi, son attachement à cette initiative.

L'UGTT attend, maintenant, a-t-il dit, à ce que la présidence de la République fournisse au cours de la semaine prochaine des éclaircissements sur certaines procédures concernant la date du dialogue national et des parties participantes ainsi que sur les mécanismes qui seront adoptés pour l'organiser.

Par ailleurs M. Tahri a indiqué que la réunion du conseil régional est une occasion pour informer les structures syndicales de base et régionales de tous les développements liés aux négoc-

ciations sociales, notamment en ce qui concerne le contenu de l'accord signé entre le gouvernement et l'UGTT le 6 février dernier et qui permettra l'activation des accords sectoriels en suspens dans le secteur de la fonction publique (46 accords).

Le responsable syndical a exprimé le souhait de voir ces accords mis en œuvre à partir de mai 2021 après leur publication au JORT.

Il a ajouté qu'il a informé les structures syndicales de base et régionales de Sousse

du lancement, avant le 1er mai prochain, d'un nouveau round de négociations sociales dans le secteur public et dans la fonction publique.

La réunion du conseil régional a porté sur plusieurs

questions qui préoccupent les habitants du gouvernorat de Sousse, qui souffre ces dernières années, selon les intervenants, d'une politique de marginalisation et d'exclusion.



LIBYE

Dbeibah n'a pas respecté le quota réservé aux femmes (Jan Kubis)

Le Premier ministre du gouvernement intérimaire en Libye, Abdelhamid Dbeibah, "n'a pas respecté le quota fixé préalablement à la représentativité féminine dans son gouvernement, à savoir 30%", a déploré l'envoyé spécial des Nations unies en Libye, Jan Kubis, rapporte dimanche la chaîne d'information libyenne 218. "En dépit de la désignation d'une femme à la tête de département des Affaires étrangères et une autre au département de la Justice, M. Dbeibah n'a pas respecté le quota fixé préalablement par le Forum de dialogue politique libyen (FDPL) à la représentativité féminine, à savoir 30%", a regretté M. Kubis lors de son intervention devant la réunion du

mouvement associatif. Jan Kubis a dit "totalement comprendre la déception des femmes quant au non respect de Dbeibah de ce quota", ajoute la même source.

Sur 35 portefeuilles ministériels, le gouvernement Dbeibah n'a vu attribuer que 5 ministères aux femmes.

Il s'agit des ministères des Affaires étrangères, de la Justice, de la Culture, de la Condition féminine et des Affaires sociales.

Le ministère des Affaires étrangères est dirigé par la première par une femme, en l'occurrence, Nadjla al-Mangouche, dans l'histoire de la Libye depuis son indépendance en 1951. Le gouver-

nement de Abdelhamid Dbeibah s'est fixé douze objectifs durant la période de transition devant prendre fin d'ici aux prochaines élections générales prévues le 24 décembre de l'année en cours.

Il s'agit, entre autres, de la réunification des institutions de l'Etat, d'assurer la souveraineté nationale à travers l'ensemble du territoire libyen, d'évacuer les mercenaires et forces étrangères du pays et d'instaurer la réconciliation nationale.

M. Dbeibah s'est dores et déjà attaqué à deux grands problèmes qui compliquent le quotidien des libyens, à savoir le problème du manque de l'électricité et la médiocrité des prestations sanitaires.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Un dialogue intercommunautaire à Kinshasa sur la paix et la sécurité au Sud-Kivu

Le dialogue intercommunautaire pour la paix et la sécurité dans les hauts et moyens plateaux de Fizi, Uvira et Mwenga (Itombwe) dans la province du Sud-Kivu débute lundi à Kinshasa, ont rapporté des médias locaux.

Pendant 3 jours, 150 participants vont réfléchir pour établir une feuille de route pour la paix au sein des communautés Babembe, Babuyi,

Bafuliru, Banyamulenge, Banyindu, Barundi et Bavira, selon radio Okapi de l'ONU. Pour l'Interpeace qui organise cette rencontre, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur congolais, l'objectif est "de trouver les résolutions pouvant mettre fin aux conflits dans ces communautés". "Le but principal est d'arriver à un acte d'engagement, renouveler l'acte d'engagement qu'il

y a eu dans le passé. Ce n'est pas aujourd'hui que les communautés des moyens et hauts plateaux ont commencé à dialoguer entre eux.

Ce processus a été interrompu depuis septembre 2019", a fait savoir Pacifique Borauzima, représentant d'Interpeace en RDC. Pour Pacifique Borauzima, le succès de ce dialogue intercommunautaire "passe par un acte d'en-

gagement convenu entre les communautés d'une part mais, entre les communautés et le gouvernement d'autre part". "Espérons que cet acte d'engagement peut être coulé sous forme d'un plan de paix, de réconciliation et de cohésion sociale dans la zone avec les différents aspects qui reflètent les besoins et les causes à la base des disputes et de l'insécurité", a-t-il soutenu.

SOMALIE

3 agents de sécurité tués dans deux explosions distinctes à Mogadiscio

Trois agents de sécurité ont été tués et 7 autres personnes blessées, dont deux civils, dans deux explosions distinctes dans la capitale somalienne, Mogadiscio, selon une source sécuritaire.

Omar Ahmed, lieutenant de la police somalienne, a déclaré que le premier attentat à la bombe a visé le convoi de Mahd Sharawi, le secrétaire général du

district de Dayniile, à l'ouest de Mogadiscio.

"Une mine terrestre a explosé au passage du convoi, tuant 3 des officiers de sécurité du secrétaire et blessant 4 autres, dont deux civils, qui se trouvaient près du lieu de l'attaque au moment de l'attentat", a-t-il ajouté.

Ahmed a expliqué que le haut fonc-

tionnaire ciblé est sorti indemne et n'a pas été blessé. La même source a déclaré que le deuxième attentat a eu lieu près du siège du ministère somalien de la Défense, où une mine terrestre a explosé au passage d'un véhicule militaire.

Au moins 3 soldats blessés ont été transférés à l'hôpital pour recevoir les soins nécessaires.

SYRIE

Une conférence internationale des donateurs à Bruxelles

Les donateurs se réunissent à Bruxelles pour soutenir financièrement la Syrie ravagée par dix ans de guerre, lors d'une conférence de donateurs organisée lundi et mardi par les Nations unies et l'Union européenne.

"Avec l'impact supplémentaire de la Covid-19, il n'y a pas de répit pour les civils en Syrie qui font face à une augmentation de la faim et de la pauvreté, à des déplacements et des attaques continues", ont souligné dans un communiqué les différents organismes de l'ONU impliqués.

Pour cause de pandémie, cette 5e édition de la "conférence de Bruxelles pour la Syrie" est organisée à distance, réunissant virtuellement quelque 80 délégations --de 50 pays participants, auxquels s'ajoutent des ONG, institutions financières internationales et des agences de l'ONU.

L'objectif affiché est de collecter plus de 10 milliards de dollars: "au moins 4,2 milliards pour la réponse humanitaire à l'intérieur de la Syrie et 5,8 milliards supplémentaires pour soutenir les réfugiés et les communautés d'accueil dans la région", précisent les Nations unies.

Le Liban, la Jordanie, la Turquie, l'Irak et l'Égypte ont dû supporter aussi les conséquences de dix ans de guerre, est-il rappelé.

Les pays voisins de la Syrie accueillent 80% des réfugiés



syriens "dans ce qui reste la plus grande crise de réfugiés au monde", souligne le communiqué. L'aide financière doit notamment faciliter l'accès à l'enseignement pour les enfants réfugiés dans ces pays.

En juin dernier, la précédente édition de la conférence des donateurs s'était soldée par des promesses de financement à hauteur de 5,5 milliards de dollars pour l'année 2020, toujours selon l'ONU.

De son côté la Commission européenne avait évoqué "des engagements" totalisant 7,7 milliards de dollars, dont une part

de près de 30% correspondant à des promesses pour 2021.

L'UE et ses 27 États membres revendiquent d'avoir contribué pour les deux tiers de ce total de 7,7 milliards.

Au premier jour de la conférence, lundi, différentes plateformes de débat sont prévues, incluant notamment des ONG et les pays d'accueil de réfugiés, tandis que la réunion de toutes les délégations ("au moins 77") aura lieu mardi, selon un communiqué des services de Josep Borrell, chef de la diplomatie de l'UE.

Le montant des engage-

ments devrait être connu mardi en fin de journée. Les organismes de l'ONU impliqués dans l'organisation sont le Bureau de la coordination des Affaires humanitaires (OCHA en anglais), le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Déclenché en mars 2011, le conflit en Syrie s'est transformé en guerre dévastatrice, qui a fait plus de 387.000 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). La guerre a aussi poussé à l'exode des millions de personnes.

EGYPTE - FRANCE

Les présidents égyptien et français discutent de diverses questions régionales et du barrage éthiopien sur le Nil

Le président égyptien Abdel-Fattah el-Sissi et son homologue français Emmanuel Macron ont discuté dimanche du grand barrage construit par l'Éthiopie sur le Nil, un projet controversé, ainsi que des récents développements en Libye et des efforts de lutte contre le terrorisme.

Au cours d'une conversation téléphonique, les deux présidents ont également discuté des moyens à leur disposition pour renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines, en particulier aux niveaux économique et militaire, a déclaré dans un communiqué le porte-parole de la présidence égyptienne Bassam Rady.

Ils ont également abordé les activités des entreprises françaises impliquées dans divers projets de développement en Égypte, a ajouté le porte-parole.

Le président Al-Sissi a évoqué les derniers développements liés au dossier libyen,

et a exposé la position stratégique ferme de l'Égypte à cet égard, soulignant que son pays avait déployé de nombreux efforts pour soutenir la nouvelle autorité exécutive par intérim en Libye.

M. Al-Sissi a également réaffirmé la nécessité de débarrasser la Libye des mercenaires et d'empêcher toute ingérence étrangère illégale dans les affaires libyennes.

Les deux présidents ont aussi échangé des points de vue sur les récents développements liés au Grand Barrage de la Renaissance d'Éthiopie (GERD) sur le Nil, a fait savoir M. Rady.

M. Al-Sissi a déclaré que l'Égypte accordait la plus grande attention à cette question, et souhaitait défendre les droits historiques de l'Égypte sur les eaux du Nil par le biais d'un accord global juridiquement contraignant entre les trois pays concernés - l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie

- au sujet des règles de remplissage et de fonctionnement du barrage. M. Macron a pour sa part exprimé son désir de parvenir le plus rapidement possible à une solution qui serve les intérêts de toutes les parties concernées.

Le président français a également salué le rôle vital de l'Égypte dans la résolution de la crise libyenne, les efforts égyptiens ayant permis d'ouvrir une voie politique vers une résolution du problème libyen.

Il a souligné que la France souhaitait maintenir une coopération et une coordination intensives avec l'Égypte à cet égard. Les deux présidents sont également convenus d'intensifier leurs efforts conjoints de lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel, et ont réaffirmé leur volonté commune d'aider les pays de la région à restaurer la sécurité et la stabilité et à parvenir au développement.

AUSTRALIE

Deux poids lourds du gouvernement rétrogradés après des accusations de viol

Deux poids lourds du gouvernement australien ont été démis lundi de leurs fonctions et rétrogradés dans la hiérarchie de l'exécutif après de retentissantes accusations de viol qui ont contraint le Premier ministre Scott Morrison à remanier.

La ministre de la Défense Linda Reynolds et l'Attorney general Christian Porter, qui est le principal conseiller juridique du gouvernement, ont tous les deux été remplacés, a annoncé M. Morrison.

Il a aussi annoncé la promotion de plusieurs femmes au sein de son gouvernement, en

affirmant que sa nouvelle équipe était celle avec "la plus forte représentation des femmes" de l'histoire de l'exécutif australien.

Le dirigeant conservateur était depuis plusieurs semaines l'objet de pressions intenses en raison de plusieurs affaires qui ont jeté une lumière crue sur le sexisme de la culture politique australienne et entraîné des manifestations dans tout le pays.

Il y avait d'abord eu les accusations d'une ancienne employée du gouvernement.

Brittany Higgins a affirmé le mois dernier avoir été violée

en 2019 par un collègue dans le bureau au Parlement de Mme Reynolds, qui était à l'époque ministre de l'Industrie et de défense.

Devenue ministre de la Défense, cette dernière a été critiquée pour la façon dont son cabinet aurait à l'époque accueilli les accusations de la jeune femme.

Début mars, M. Porter a de son côté été accusé d'avoir violé en 1988 une adolescente de 16 ans avec qui il étudiait. Cette dernière est décédée l'année dernière. Il a vigoureusement contesté ces accusations.

Les deux ministres étaient

depuis plusieurs semaines en arrêt maladie, et le Premier ministre assurait jusqu'alors qu'ils reprendraient leurs fonctions.

Ils ont été maintenus au gouvernement, mais rétrogradés: Mme Reynolds récupère le portefeuille des services gouvernementaux, et M. Porter celui de l'Industrie, des Sciences et Technologies.

On ignore si ce remaniement suffira à calmer l'indignation d'une partie de la société.

Des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté mi-mars pour l'égalité entre les sexes, et contre les violences et le harcèlement sexuel.

CORÉE DU SUD

La cote de popularité du président sud-coréen en hausse à 34,4%

La cote de popularité du président sud-coréen Moon Jae-in a augmenté de 0,3 point de pourcentage en une semaine pour atteindre 34,4% la semaine dernière, selon un sondage hebdomadaire publié lundi.

L'évaluation négative de la conduite des affaires publiques par M. Moon a augmenté elle aussi de 0,3 point de pourcentage pour atteindre 62,5% la semaine dernière, selon l'enquête Realmeter.

Le soutien au Parti démocrate au pouvoir dont le président est membre a augmenté de 0,2 point de pourcentage par rapport à la semaine précédente pour atteindre 28,3% la semaine dernière. Les résultats sont basés sur un sondage réalisé auprès de 2.516 électeurs du lundi au vendredi. La marge d'erreur est de plus ou moins 2 points de pourcentage avec un niveau de confiance de 95%.

CHILI

Le président propose le report des élections constitutionnelles pour cause de Covid-19

Le président du Chili, Sebastián Piñera, a déclaré dimanche qu'il proposerait le "report" en mai de l'élection constitutive prévue les 10 et 11 avril à cause d'une nouvelle vague de coronavirus, une mesure qui doit être ratifiée par le Congrès.

Le chef de l'Etat a proposé que les élections, portant notamment sur la désignation des membres d'une Assemblée constituante qui sera chargée de rédiger la future Constitution du pays, se tiennent les 15 et 16 mai.

Fin octobre 2020, les Chiliens avaient plébiscité par référendum (79%) un changement de Constitution pour remplacer l'actuelle héritée de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990), fruit du mécontentement social manifesté dans les rues à partir d'octobre 2019.

Les nouvelles dates de scrutin doivent être approuvées par les deux tiers du Congrès, mais ce report avait déjà été réclamé par la plupart des partis politiques, y compris ceux de l'opposition.

"Protéger la santé et la vie de nos compatriotes a toujours été notre première priorité et engagement", a déclaré le président chilien à l'issue d'une réunion d'urgence au palais présidentiel de La Moneda à Santiago.

Ces derniers jours, le Chili est confronté à une forte hausse des contaminations, malgré une campagne de vaccination rapide.

Plus de six des 16 millions d'habitants du Chili ont déjà reçu au moins une dose de vaccin, ce qui fait de ce pays l'un des leaders de la vaccination en Amérique latine.

Un nouveau confinement total concernant plus de 80% de la population est toutefois en vigueur depuis samedi en raison de la recrudescence de l'épidémie.

"Notre objectif est que nous puissions vacciner des millions de personnes avant le 15 mai afin d'avoir des élections plus sûres", a avancé M. Piñera. Il a expliqué que le haut niveau de contagion dans le pays et le sentiment d'insécurité qui en découlait empêchaient beaucoup de gens d'aller voter et qu'il était de son devoir de rechercher les conditions d'une forte participation électorale. Le président chilien a également annoncé que le deuxième tour des élections des gouverneurs, prévu à l'origine le 9 mai, aurait finalement lieu le 4 juillet, en même temps que les primaires présidentielles.

ETATS UNIS Ouverture à New York d'une galerie physique d'œuvres numériques "NFT"

Une galerie entièrement dédiée à des œuvres numériques dites "NFT" s'est ouverte à New York, se présentant comme le premier espace physique d'exposition au monde consacré à cette technologie.

Dès le lendemain de l'ouverture de cette galerie new-yorkaise, jeudi, une exposition dédiée au "NFT" a débuté à Shanghai.

Chaque œuvre étant, par nature, dématérialisée, elle est présentée sur écran géant ou par projection, dans un espace situé à deux pas de Union Square, dans le bas de Manhattan.

Les œuvres de cinq artistes seront exposées chaque jour, avec une rotation quotidienne durant 60 jours pour un total de 300 créateurs différents, d'ici au 25 mai.

Le "NFT", jeton non fongible ou "non-fungible token" en anglais, permet d'associer un certificat d'authenticité à tout objet virtuel, qu'il s'agisse d'une image, photo, animation, vidéo, morceau de musique ou d'un article de presse.

Ce certificat est théoriquement inviolable et ne peut pas être dupliqué.

Il est conçu grâce à la technologie dite de la "blockchain", qui sert de base aux cryptomonnaies comme le bitcoin.

La popularisation du "NFT" ces six derniers mois a transformé le marché de la collection numérique, au point d'attirer des milliards de dollars d'investissement.

Chaque œuvre présentée dans la galerie sera ensuite mise aux enchères, a expliqué Ed Zipco, co-fondateur et directeur des galeries Superchief, qui présentent des œuvres numériques depuis 2016.

Pourquoi présenter physiquement des œuvres virtuelles? "Le but d'une galerie est de montrer à quoi ça ressemble en personne, dans les conditions imaginées par l'artiste", a décrit le galeriste, avec un écran à résolution 4K, de grande taille.

"Les gens qui collectionnent (ces œuvres) veulent vivre avec." Environ 70% des artistes qui seront présentés dans l'espace dédié ne sont pas, à l'origine, des créateurs numériques, selon Ed Zipco, notamment sculpteurs, peintres ou photographes.

"De plus en plus d'artistes suffisamment connus pour être exposés dans des musées s'y mettent." "C'est tellement nouveau que c'est encore difficile à saisir pour les gens", reconnaît le galeriste.

"C'est technologique, donc il y a toujours un peu d'apprentissage, de pédagogie à faire.

(...) Mais ça va très rapidement devenir tout à fait normal." L'art numérique existe depuis plusieurs décennies, mais l'arrivée du "NFT" a permis de rassurer les collectionneurs quant au risque de copie.

Il est possible de dupliquer une œuvre numérique, mais le certificat "NFT" vendu avec est, lui, infalsifiable.

Le 11 mars, une œuvre numérique de l'artiste américain Beeple, intitulée "Everydays: The First 5000 Days", a été vendue 69,3 millions de dollars chez Christie's.

APS

PRESSES - NUMÉRISATION Une centaine de sites électroniques d'information sécurisés avant l'été en Algérie (Belhimer)

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a annoncé lundi à Alger l'enregistrement de 45 sites d'informations électroniques sécurisés, affirmant que l'objectif était d'atteindre une centaine avant le début de l'été prochain.



"Un total de 45 sites électroniques d'information ont été enregistrés au jour d'aujourd'hui, et l'objectif du secteur est d'arriver à une centaine avant l'été prochain", a déclaré à la presse M. Belhimer en marge des Assises nationales sur l'éco-

nomie de la connaissance. Ces sites électroniques, dont le domaine est le .dz, sont "totalement sécurisés", a-t-il affirmé, indiquant que ces sites "doivent disposer d'un niveau professionnel respectant l'éthique journalistique et les lois de la République". M. Belhimer a déclaré, par ailleurs, que "la transition numérique de la presse écrite est désormais une nécessité impérieuse, au regard de l'évolution de la scène médiatique de par le monde", estimant que "la presse en papier est finie est que l'avenir réside dans la presse électronique".

"Entre 2010 et 2018, il a été enregistré une baisse de 80% des tirages de journaux en papier, un taux qui a encore régressé depuis la pandémie du coronavirus à cause de la non distribution de ces journaux", a-t-il estimé.

Il a fait savoir que "70% des lecteurs en Algérie accèdent, actuellement, à l'information par le biais de la presse électronique". "Nous allons soutenir la presse électronique et notre ambition est la création par les jeunes diplômés de sites électroniques notamment de proximité et spécialisés", a-t-il encore dit. Evoquant la publicité, le ministre a indiqué que "c'est le droit de tous les médias d'obtenir de la publicité publique en toute transparence, mais, a-t-il ajouté, notre priorité est la presse électronique".

ITALIE - DROITS DE RETRANSMISSION La plateforme DAZN sera le principal diffuseur de la Serie A pour 2021-2024

La plateforme de streaming sportif DAZN a décroché l'essentiel des droits TV du Championnat d'Italie pour les trois prochaines saisons (2021-24), selon la Ligue italienne de football, vendredi.

L'offre de DAZN pour les deux lots principaux, de l'ordre de 840 millions d'euros par an, a été préférée à celle du groupe de télévision par satellite Sky, diffuseur historique de la Serie A. Avec un troisième lot dont l'attribution est encore en discussion, le foot italien vise une certaine stabilité de ses revenus TV, actuellement de 973 M EUR par saison pour la diffusion en Italie.

Cette attribution, qui clôt deux mois de tergiversations au sein du foot italien, marque un changement de cap avec, pour la première fois, l'essentiel du championnat diffusé uniquement en streaming.

Les clubs de Serie A, à trois jours de la fin de la validité des offres sur la table depuis fin janvier, ont finalement trouvé une majorité de 16 voix sur 20 (14 minimum était nécessaires) pour procéder à l'attribution.

DAZN, plateforme parfois qualifiée de "Netflix du sport" qui diffuse depuis 2018 trois matches par journée en Italie (pour 193 M EUR par saison), obtient cette fois les droits pour sept matches en exclusivité et les trois autres en co-diffusion. Sky, actuel diffuseur principal (pour 780 M EUR par saison), est candidat pour le dernier lot en jeu pour 2021-24, concernant les trois matches en co-diffusion.

Son offre est actuellement de quelque 70 M EUR mais des discussions vont reprendre, les clubs espérant une offre supérieure pour se rapprocher davantage du montant global perçu actuellement.

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BOUIRA
DAIRA DE KADIRIA
COMMUNE DE KADIRIA

Avis d'adjudication de la concession

Pour gestion centre d'accueil

De l'enfance à Kadiria * Crèche communale * A kadiria

Le président de l'assemblée populaire communale de Kadiria lance un avis d'adjudication publique portant concession pour gestion d'une Crèche communale, pour une durée de location 03 années du 01/05/2021 au 30/04/2024 et pour une mise à prix d'ouverture est fixé à :858 000.00 DA annuel.

Les soumissionnaires contractants intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges au niveau du bureau de marchés de la commune contre paiement de la somme de cinq mille (5.000.00) DA.

Les dossiers de participation seront adressés aux secrétariat général de la commune de kadiria, dans un délai de 15 jours, à partir de la première date de parution du présent avis aux quotidiens nationaux, et doivent être accompagnés des documents suivants :

- 1- Demande d'admission- participation à l'adjudication portant nom, prénom, adresse et profession.
- 2- Acte de naissance (personne physique) ou copies légalisée du statut pour (personne moral).
- 3- Certificat de résidence.
- 4- Deux (02) photos d'identité.
- 5- Casier judiciaire valide (moins de 03 mois).
- 6- Certificat ou attestation d'exonération des impôts valide (moins de 03 mois).
- 7- Certificat ou attestation d'exonération des Trésor APC kadiria valide (moins de 03 mois).
- 8- Certificat de qualification dans le domaine (gestion centre d'accueil d'enfance, ou crèche).
- 9- Certificat médical valide (moins de 06 mois).
- 10- Chèque certifié pour la somme de montant annuel de la mise à prix soit 85 800,00DA.

L'adjudication publique aura lieu le :19/04/2021 au siège de la commune (salle de délibérations) à 10 h00 du matin.

START-UP Lancement de la 3^e édition du programme "Algeria Startup Challenge"

La troisième édition du programme "Algeria Startup Challenge" vient d'être lancée, ont annoncé dimanche les organisateurs de cet évènement qui sera dédié cette année à l'innovation dans le secteur industriel.

Placé sous parrainage du ministère délégué en charge de l'Economie de la connaissance et des Startups, ce programme a pour objectif de "rassembler les acteurs de l'écosystème de l'entrepreneuriat innovant en Algérie, les porteurs de projets innovants et les startups dans le but de créer les innovations de demain", explique la même source.

Après le "succès fulgurant" qu'a rencontré le programme depuis sa création en 2018 lors de ses deux dernières éditions, l'Algeria Startup Challenge revient cette année avec une nouvelle vision orientée vers l'innovation au service des industries, répondant ainsi à leurs besoins en la matière, soulignent les organisateurs.

La 3^e édition sera organisée sous l'ombrelle du Leancubator, une entreprise spécialisée dans la conception des programmes d'incubation et d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant, et "qui mise sur le capital humain dans le développement de projets innovants, créateurs de valeurs", indique le communiqué.

L'évènement s'organise sous forme de challenges spécialisés par industrie: Foodtech Startup Challenge, Fintech Startup Challenge et GreenTech Startup Challenge, Logistics Startup Challenge.

Le premier challenge est parrainé par le comité intersectoriel "Algeria Food Security Innovation" ras-



semblant plusieurs ministères à savoir, la Pêche et des produits halieutiques, l'Agriculture et du développement Rural, le ministère délégué auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Startups, l'Enseignement supérieur et Recherche scientifique, la Formation et de l'Enseignement professionnels ainsi que le ministère de l'Industrie.

Il cible trois principaux secteurs du système alimentaire à savoir, l'agriculture intelligente, l'innovation dans l'aquaculture et la sécurité alimentaire.

Concernant la Fintech Startup Challenge, il est expliqué qu'en collaboration avec la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de la Bourse (CO-SOB), ce programme cible les projets dans l'Insurtech, la Fintech ou encore la Regtech et le management des risques. Quant au module GreenTech Startup Chal-

lenge, Logistics Startup Challenge, il est précisé que ce dernier compte sur la collaboration des acteurs principaux de chaque secteur, à savoir, les organismes publics et privés, le réseau national d'incubateurs et d'accélérateurs, les investisseurs et organismes d'investissement et partenaires communautaires (les clubs scientifiques et associations estudiantines).

Il est également prévu, dans le cadre cette édition 2021, l'organisation des sessions formation, de Speed Dating, des opportunités en innovation ouverte et d'autres mesures permettant une réelle prise en charge des lauréats de chaque industrie.

Un appel à projet national sera lancé "très bientôt" sur le site officiel du programme à l'attention de tout porteur de projet/ startup voulant prendre place à ce programme, selon la même source.

ESPACE

Le risque de collision de l'astéroïde "Apophis" avec la Terre, écarté pour 100 ans (ESA)

Le risque de l'astéroïde "Apophis", qui a frôlé la Terre, il y a quelques semaines, est écarté, a indiqué l'Agence spatiale européenne (ESA - European Space Agency), dans un article publié récemment.

L'ESA a publié ses nouvelles observations sur l'astéroïde "Apophis", affirmant que le risque de collision avec la Terre est désormais écarté pour au moins 100 ans.

L'agence observe, depuis plusieurs années, l'astéroïde Apophis, qui mesure environ 350 mètres de large.

Les observateurs se demandaient si cet astéroïde rentre un jour en collision avec la Terre. Mais, selon les dernières analyses de son orbite, Apophis restera suffisamment à l'écart de la terre pendant au moins 100 ans.

"Quand l'astéroïde a été découvert en 2004, les astronomes ont d'abord prédit des risques de collision en 2029 puis en 2036 - deux hypothèses qui ont été ajustées ces dernières années. Il restait encore une faible chance d'impact en 2068", lit-on sur le site Numerama.

Le constat concernant ce risque écarté a été formulé par le Goldstone Deep Space Communications Complex (Centre de Communications Spatiales Longues Distances de Goldstone) et l'Observatoire de Green

Bank. L'astéroïde n'est plus, par conséquent, sur la liste des risques de l'ESA, une liste qui réunit les objets ayant une chance, même infime, de rentrer en collision avec la terre.

Apophis occupait la huitième place du classement. "Que cela arrive si tôt dans nos observations va servir de moteur pour améliorer nos capacités à prédire avec précision les mouvements de ces objets intéressants mais potentiellement dangereux. Avec le retrait d'Apophis de la Risk List, nous sommes proches d'ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de la défense planétaire", se félicite Juan Luis Cano, membre du Near-Earth Object Coordination Centre, cité par la même source.

"Bien que l'astéroïde était encore très loin [17 millions de kilomètres], les astronomes ont pu mesurer sa distance et revoir son orbite avant sa prochaine approche au plus près, programmée pour 2029", explique l'ESA. Le prochain rendez-vous est donc déjà pris pour le 13 avril 2029, avec Apophis qui passera à moins de 35.000 kilomètres (spoiler: il sera visible à l'œil nu). Ce nouvel événement sera une aubaine pour les scientifiques, qui pourront encore affiner leurs observations.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE AIN DEFLA

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

(NIF) : 40801500044007

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉ MINIMALES N° 03/2021

La direction des travaux publics de la wilaya de Aïn Defla, lance avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales pour prise en charge des travaux entretien des chemins communaux repartis en 19 lots à savoir :

Lot N° 01	Entretien du CC reliant CW 158 et HAY MAKCHOUC sur 01 km commune de OUED DJEMAA
Lot N° 02	Entretien du CC reliant CW 154 et groupement EL HAYEL sur 1,7 km commun de ZEDINE (1 ^{ère} tranche)
Lot N° 03	Entretien du CC reliant école AISSAOUI et DOUAR KEIACHE sur 1,6 km commune EL MAYENE
Lot N° 04	Entretien d'un ouvrage d'art sur CC reliant Douar LOUROUD et sidi Ahmed ben youcef franchissant Oued Kbir commune de EL AMRA
Lot N° 05	Entretien de la route menant du CC 03 vers fraction AMARICHE (GANANADJA) sur 1500 ML commune de ARIB
Lot N° 06	Entretien du CC reliant CW11 et CW158 passant par douar BENAZIZA sur 1,2 km commune de DJENDEL
Lot N° 07	Entretien du CC reliant BELAAS et fraction TAFRENT à BATHIA alliant vers KERNACHA sur 800 ML commune de BELAAS et BATHIA.
Lot N° 08	Entretien du CC reliant le siège APC et localité FRÈRE GHELIBE sur 730 ML commune de EL HASSANIA
Lot N° 09	Entretien en béton arme du CC reliant RN48 TALAACHIBA à HAY SIDI SBAA sur 900 ML commune de MILIANA
Lot N° 10	Entretien du CC menant à ZONE BOUYAAKOB sur 1 Km commune de TARIK IBN ZIAD
Lot N° 11	Entretien du CC reliant BELFARES et DOUAR GHARFEE sur de 1,9 KM (2 eme tranche) commune de HOCEINIA
Lot N° 12	Entretien de CC reliant CW 161 et CC alliant vers mayen passant par KRAMA et ROUABAH sur 3,1 km commune de TIBERKANINE
Lot N° 13	Entretien du CC reliant CW158 et douar HAMDOU BENAZIZA sur 2,3 km commune de AIN LECHIKH
Lot N° 14	Entretien du CC reliant DOUAR ELDKAKCHA et OULED BANDO passant par DOUAR MALAH sur 3,8 km commune de DJELIDA
Lot N° 15	Entretien du CC reliant ELHSAINIA et CC menant OULED SIDI KADOUR sur 1,4 km (2 eme tranche) commune de DJELIDA
Lot N° 16	Entretien du CC reliant CW 164 et DOUAR GUETATFA sur 2,4 Km commune de DJEMAA OULED CHIKH
Lot N° 17	Entretien du CC reliant CW 42 à DOUAR OULED ZIRI et HOUAWRIA sur 3,6 km (01 ère tranche) commune de BOURACHED
Lot N° 18	Entretien du CC reliant CW 03 à BOUKAABEN sur 6,2 km commune de MEKHATERIA
Lot N° 19	Entretien du CC reliant RN04 et DOUAR TAGHZOULTE sur 1.3 Km commune de AIN TORKI
Lot N° 20	Entretien du CC reliant CW 162 et DOUAR OULED SALEH en passant par le cimetière Sidi Ali Habab sur 750 ML commune de TACHETA
Lot N° 21	Entretien du CC reliant ELKALAA et fraction GRAOUIZA à OULED ARBI sur 750 ML commune de TACHETA

Les entreprises ayant la qualification et classification en travaux publics activité principale en cours de validité,

- Pour (Lots N° 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 08, 09, et 10) catégorie II (02) et plus.
- Pour (Lots N° 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19), catégorie III (03) et plus, le moyen des chiffres d'affaires des trois dernières années du soumissionnaire supérieur ou égale à 10 000 000,00 DA, les références professionnelles accompagnées des attestations de bonne exécution des travaux routiers (d'entretien, réhabilitation, élargissement, revêtement ou aménagement) des routes délivré par les différents services contractants d'un montant cumulé supérieur ou égale 8 000 000,00 DA, et intéressés par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges gratuitement, dès la parution du présent avis auprès du bureau des marchés de la direction des travaux publics de la wilaya de AIN DEFLA.
- Le soumissionnaire peut soumissionner pour un lot ou plusieurs et sera retenu seulement deux (02) lots suivant l'ordre de numérotation des lots.
- Les documents et les pièces requises sont ceux exigés à l'article 06 (instructions aux soumissionnaires) du cahier des charges sont notamment.

Les offres seront accompagnées des pièces exigées par la réglementation en vigueur suivantes :

1-Dossier de candidature :

- La déclaration de candidature dûment remplie, signée, datée et cachetée par le soumissionnaire.
- La déclaration de probité dûment remplie, signée, datée et cachetée par le soumissionnaire.
- Copie du certificat de qualification et de classifications professionnelles activité principale travaux publics.

2-Offre Technique :

- La déclaration à souscrire dûment remplie, datée et signée au lieu requis par le soumissionnaire ;
- Le cahier des charges portant la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » ;
- Délai avec planning des travaux, en chiffre et en lettre, signé, daté et cacheté.

3-Offre financière :

- La lettre de soumission dûment remplie, datée et signée au lieu requis par le soumissionnaire.
- Le bordereau des prix unitaires dûment remplie en chiffre et en lettre signé, daté et cacheté par le Soumissionnaire.
- Le détail quantitatif et estimatif dûment remplie, signé, daté et cacheté par le soumissionnaire.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre Financière doivent être remises dans trois enveloppes séparées et introduites dans une même enveloppe extérieure anonyme, cachetée et portant seulement les indications suivantes :

Soumission " à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et dévaluation des offres "

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales N : 03/2021.

INTITULE DE L'OPERATION : Entretien des Chemins communaux (tranche 2021)

Lot N° :

A Monsieur : Le Directeur des Travaux Publics de la Wilaya de AIN DEFLA

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la date d'affichage du présent avis d'appel d'offre.

La date et l'heure limite des dépôts des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres, avant Treize (13H:00) heure.

La date et l'heure d'ouverture des plis des offres techniques et financières correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à treize (13H:00) heure et aura lieu au siège de la Direction des travaux publics de la wilaya de Aïn Defla, Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires sont invités à y assister

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée d'équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE VOLLEY-BALL

Trois candidats en course pour le poste de président

Trois candidats au poste de président de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB) pour le mandat olympique (2021-2024), seront en course lors de l'AG électorale de l'instance, prévue le 3 avril prochain (14h00) au complexe sportif Menaceria à Ain Benian (Alger). "Après consultation des dispositions statutaires et réglementaires en vigueur, les membres de la commission de candidature ont retenu les dossiers de trois candidats au poste de président de la FAVB pour le mandat olympique (2021-2024). Il s'agit de Mustapha Lemouchi (président sortant), Mohamed Heus (membre fédéral sortant, ancien président du PO Chlef) et Toufik Khebaba président de l'ES Sétif", a indiqué un communiqué de l'instance fédérale. Les membres de la commission de candidatures de la FAVB, ont également validé 29 dossiers sur les 31 déposés pour composer le nouveau bureau fédéral. Réunis le 20 mars dernier en session ordinaire, les membres de l'assemblée générale de la FAVB avaient adopté les bilans moral et financier de l'exercice écoulé (2020) ainsi que ceux du mandat olympique (2017-2020).

Liste des candidats retenus pour composer le nouveau bureau fédéral :

Candidats à la présidence 2021/2024 :

1. Mustapha Lemouchi
2. Mohamed Heus
3. Toufik Khebaba

Candidats au bureau fédéral 2021/2024 :

Lahcen Zitouni, Dahman Helis, Hacine Berber hacine, Kaddour Benkhaled, Khadija Benghalia, M'hamed Belhachemi, Mohamed Belkacemi, Abbas Tibourtine, Mostafa Baba Ameer, Azzedine Habari, Abdelhaki Merabet, Aïssa Chelida, Lahcen Sekrane, Youcef Ismail, Djamel Bedda, Djaffar Chawki, Zaoui Emir, Oukazi Fatima Zahra, Bekchi Hamza, Lazreug Mohamed Badr, Miloud Adil, Ali Essaid Ali, Adel Khima, Abdelhak Benguedda, Abdenebi Hamdi, Mourad Khelifi, Samir Aabed, Mohamed Bettaher, Abdelouahab Benkhedda.

BOXE/JO-2020

Deux juges-arbitres algériens désignés aux tournois de qualifications

Deux juges-arbitres algériens ont été désignés aux tournois de qualifications aux Jeux olympiques 2020 de Tokyo, reportés à 2021, consacrés aux continents européen et américain, a appris dimanche l'APS de la Fédération algérienne de boxe (FAB). Il s'agit de Mokretari Sid Ali, désigné aux tournois de qualification des continents "Américain", prévu du 8 au 17 mai à Buenos Aires (Argentine) et "Européen", organisé du 2 au 9 juin à Paris (France), précise la même source. De son côté Mohamed Besmi a été également choisi pour officier au tournoi de qualification continent "européen", prévu du 2 au 9 juin à Paris (France). Par ailleurs, le médecin fédéral, Amoura Nacera, a été également désigné pour faire partie de la délégation médicale au tournoi de qualification européen à Paris ainsi que les champions d'Asie (dames), prévus du 21 au 31 mars 2021 à New Delhi (Inde). Le médecin fédéral Madani Abdelhakim a été également désigné aux championnats du monde juniors "garçons et filles", prévus du 10 au 24 avril à Kielce (Pologne), selon la même source.

HANDISPORT (JUDO)

L'Algérie avec onze (11) athlètes à la Coupe internationale d'Antalya (Turquie)

Onze athlètes (11) de la sélection nationale algérienne de para-judo (visuels) prendront part à la Coupe internationale (messieurs et dames), prévue à Antalya en Turquie du 5 au 10 avril prochain, une des étapes préparatoires aux prochaines compétitions, prévues en mai et juin prochains, qualificatives aux Jeux paralympiques de Tokyo qui auront lieu du 24 août au 5 septembre 2021, a-t-on appris lundi auprès de la Fédération algérienne handisport (FAH).

"C'est la première compétition internationale pour nos athlètes qualifiés et qualifiables aux Jeux paralympiques de Tokyo, depuis le Grand Prix IBSA de Baku en mai 2019. Avec l'apparition de la pandémie du Covid-19 en février 2020, tout a été arrêté et nos athlètes ont chômé depuis. Ce n'est que depuis quelques mois qu'ils ont repris le chemin des entraînements avec la contrainte de mesures sanitaires, et le tournoi d'Antalya tombe à point nommé pour permettre au staff technique d'évaluer la compétitivité des athlètes et corriger les managements", a déclaré à l'APS, le directeur des équipes nationales (DEN) à, Mohamed Miloudi. La Coupe internationale d'Antalya est la première compétition IBSA depuis l'année 2019, alors que plusieurs athlètes à travers le monde attendent d'autres opportunités pour se qualifier au rendez-vous nippon.

L'IBSA (instance internationale chargée de la gestion des activités pour visuels) essaie depuis plusieurs mois à faire renaître des compétitions de judo afin de donner la chance aux athlètes toujours en quête d'une qualification aux JP-2020 de jouer leurs dernières cartouches. "C'est une



aubaine pour nos athlètes afin de se situer par rapport au niveau des athlètes des autres pays, avant les compétitions qualificatives qui les attendent à partir du mois de mai prochain. Cela ne va pas être facile pour eux, car ils ont cumulé un important retard dans la préparation pour les raisons connues et ils commencent juste de retrouver la sensation des tatamis", a expliqué le DEN, souhaitant que les judokas qualifiés et qualifiables puissent rattraper le temps perdu pour pouvoir réaliser leur objectif.

Le tournoi d'Antalya sera relevé avec la présence annoncée de plus de 100 athlètes issus de 14 pays. Il s'agit de l-

Algérie, Croatie, France, Lituanie, Allemagne, Iran, Pérou, Roumanie, Russie, Kazakhstan, Grande-Bretagne, Ukraine, Espagne et Turquie. Après l'arrivée des délégations prévue pour le 5 avril, une réunion technique et celle des arbitres se tiendra, le lendemain, pour effectuer le tirage, et la séance de pesée des athlètes s'ensuivra, alors que les compétitions sont programmées pour les 7 et 8, tandis que la journée du 9 sera consacrée à un camp d'entraînement commun avec les équipes présentes.

Les athlètes Abdellaoui Cherine (-52 kg), Lamri Sid Ali et Moula Mouloud (-66 kg), Noura Mouloud et Ould Kou-

der Ishak (-60kg), Si Nacer Nabil et Radjai Youcef (-81kg), Chetouane Abderrahmane (-90 kg), Meskine Mehdi et Faïçal Chebieb (-73kg) et Harkat Hamza (+100 kg). Ces athlètes seront dirigés par l'entraîneur Belarbi Lahouari Nadir, assisté de l'ancien international, Nine Messaoud, accompagnés du physiothérapeute, Ami Ali Massinissa.

Programme des Algériens:

Mercredi 7 avril 2021:

Messieurs:

-60 kg : Noura Mouloud et Ould Kouider Ishak

-66 kg : Lamri Sid Ali et Moula Mouloud

-73 kg : Meskine Mehdi et Faïçal Chebieb

-81 kg : Si Nacer Nabil et Radjai Youcef

Dames:

-52 kg : Abdellaoui Cherine

Jeudi 8 avril 2021:

Messieurs:

-90 kg : Chetouane Abderrahmane

+100 kg : Harkat Hamza

Compétitions par équipes hommes (-66 kg, -73 kg, -81 kg, -90 kg + 90 kg)

Compétition par équipe pour les femmes (-52 kg -57 kg, +63 kg)

9 avril: Camp d'entraînement.

SPORT / FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE KARATÉ DO

Cinq candidats à la présidence

Cinq candidats ont postulé à la présidence de la Fédération algérienne de Karaté do (FAK), alors que vingt autres vont essayer de briguer un post au sein du nouveau Bureau fédéral, qui dirigera l'instance pendant le nouveau mandat olympique 2021-2024, a-t-on appris dimanche auprès de l'instance fédérale, juste après l'expiration du délai réglementaire pour le dépôt.

Il s'agit des entraîneurs Yacine Gouri, Mouloud Ammar-Khodja et Samir Slimani, ainsi que les anciens présidents de Fédération Boubekeur Mekhfi (2009) et Khider Ait-Brahim (2013). Gouri a été le premier à postuler, le 23 mars, alors que les quatre

autres candidats ont attendu ce dimanche, au dernier délai, pour déposer leurs dossiers.

La Commission de candidatures, présidée par Ahmed Zouaoui et comportant deux autres membres, à savoir : Hammadi Touaguine et Youcef Ouakouak, a confirmé avoir "reçu les dossiers de cinq candidats à la présidence et vingt pour faire partie du nouveau Bureau fédéral".

Actuellement "ces vingt-cinq dossiers sont actionnés en cours d'étude, et les noms des candidats retenus seront communiqués juste après l'a fin de cette opération". De son côté, le président sortant Slimane Mes-

dou, dont les bilans moral et financier avaient pourtant été approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 20 mars courant, n'a pas souhaité briguer un nouveau mandat. "J'ai décidé de ne pas présenter ma candidature pour un nouveau mandat. Je me contenterai de poursuivre ma mission à la tête de la Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de Tiaret. Ma décision de retrait est en conformité avec la nouvelle législation du ministère de la Jeunesse et des sports" a-t-il expliqué.

L'Assemblée générale électorale (AGE) de la Fédération algérienne de Karaté do est prévue 2 avril prochain, à Alger.

JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES-2020

Réduction significative du nombre d'accréditations (CIO)

Le Comité International olympique (CIO) a décidé de réduire de façon significative le nombre d'accrédités n'ayant pas un rôle opérationnel, pour les Jeux olympiques (23 juillet-8 août) et paralympiques (24 août-5 septembre 2021), soumettant ainsi la délégation de l'instance olympique à un sévère régime minceur. La décision a été prise par la commis-

sion exécutive du CIO qui a jugé que seules les personnes ayant un rôle "essentiel et opérationnel" pendant l'événement recevront une accréditation. Ainsi, à l'instar des spectateurs étrangers, les invités du CIO, dont les anciens grands athlètes, suivront les Jeux à la télévision, a décidé la commission exécutive de l'instance répondant à la demande des or-

ganisateurs japonais de réduire le nombre d'accrédités.

Le directeur général de Tokyo-2020, Toshiro Muto a expliqué, pour sa part, que le programme d'accréditation serait revu et mis à jour, mais que les personnes accréditées seraient toujours autorisées à entrer au Japon, comme dans le dispositif initial. Selon des sources proches du dossier, citées par

Kyodo News, le gouvernement japonais envisageait de réduire de moitié d'accrédités aux Jeux, à l'exclusion des athlètes, pour le ramener à environ 30 000. En plus des invités du CIO et de l'IPC, les réductions pourraient affecter les comités nationaux olympiques et paralympiques, les fédérations internationales, les médias et les partenaires.

CYCLISME - TOUR DE CATALOGNE

Victoire du Britannique Adam Yates

Le cycliste britannique Adam Yates a remporté le Tour de Catalogne, clôturé dimanche matin à Barcelone, devant ses coéquipiers d'Ineos, Richie Porte (à 45 secondes) et Geraint Thomas (à 49), alors que cette dernière étape, disputée dans la capitale catalane, a été remportée par le Belge Thomas De Gendt. Yates, deuxième de la précédente édition (en 2019), s'impose un peu plus d'un an après sa dernière victoire à l'UAE Tour en février 2020. Les

écarts entre les cinq premiers sont restés inchangés, aucun candidat au général n'étant parvenu à placer une attaque au long des 133 kilomètres. Une fois dans la boucle finale, où les coureurs devaient grimper six fois la colline de Montjuïc (cat. 2), Movistar a tenté de lancer son champion Alejandro Valverde, sans succès : l'Espagnol termine quatrième, à 1:03 de Yates au général. De Gendt (Lotto-Soudal) s'est adjugé l'étape. Le Belge, parti

avec l'échappée au pied du col de la Creu d'Ordal (catégorie 3), s'est détaché avec Matej Mohoric (Bahrein) à l'arrivée sur la boucle finale. Il est parvenu à semer le Slovène et à passer seul la ligne d'arrivée avec 22 secondes d'avance, et 1:42 sur le Hongrois Attila Valter (Groupama). De Gendt engrange la cinquième victoire d'étape de sa carrière dans la course catalane, la deuxième à Barcelone.

APS

LIGUE 1 (MISE À JOUR) L'ESS pour prendre les commandes, le MCA sommé de réagir

L'ES Sétif tentera de s'emparer provisoirement de la tête du classement de Ligue 1 de football, en recevant l'AS Ain M'lila, alors que le MC Alger aura à coeur de mettre fin à huit matchs sans victoire, lors de la réception de l'ASO Chlef, à l'occasion de la mise à jour de la compétition, mardi.

Battue vendredi dernier à Béchar par la JS Saoura (1-0), l'Entente qui se partage le fauteuil de leader avec la JSS et le MC Oran (33 pts), abordera ce rendez-vous avec l'intention de réagir et retrouver le sourire en vue du match en déplacement face aux Nigériens d'Enyimba, prévu le 4 avril, dans le cadre de la 4^e journée (Gr.A) de la Coupe de la Confédération.

L'Entente sera amoindrie par l'absence de plusieurs joueurs à l'image de Debbari, Laribi, ou encore Djahmit, de quoi mettre l'entraîneur tunisien Nabil Kouki devant un véritable casse-tête.

De son côté, l'ASAM (5^e, 31 pts), véritable révélation de la première partie de saison, fera le déplacement avec l'objectif d'enchaîner un cinquième match sans défaite, pour essayer de monter sur le podium.

La JS Kabylie (8^e, 28 pts), surprise à domicile par le CS Constantine (0-1), aura une belle occasion de se racheter, à l'occasion de la réception du RC Relizane (11^e, 24 pts), dont le dernier déplacement s'est soldé par une large défaite à Constantine face au CSC (5-2).

Les "Canaris", dont les résultats à domicile ne plaignent pas en leur faveur (14 points pris sur 27 pos-



sibles, ndr) seront ainsi appelés à renouer avec la victoire, eux qui restent sur un seul point décroché lors des deux derniers matchs. Le MC Alger (12^e, 22 pts), n'aura plus droit à l'erreur dans l'optique de se relancer dans le championnat.

Le "Doyen", impuissant lors de ses huit derniers matchs en Ligue 1, doit plus que jamais se remettre en question en accueillant l'ASO Chlef (13^e, 20 pts).

Le Mouloudia, auteur de trois matchs nuls de suite dans les derbies face au CR Belouizdad (1-1), le

NA Hussein-Dey (0-0), et l'USM Alger (2-2), partira favori face à une équipe chélifienne, dont les résultats sont irréguliers.

La Ligue de football

professionnel (LFP) aura encore à programmer dix autres matchs de mise à jour, d'ici au début de la phase retour du championnat.

LIGUE 1 - MC ORAN Résiliation du contrat de l'entraîneur Omar Belatoui

L'entraîneur Omar Belatoui a quitté la barre technique du MC Oran après avoir résilié son contrat pour des raisons "familiales et de santé", a indiqué dimanche ce club de Ligue 1 de football dans un communiqué de presse.

La résiliation du contrat est intervenue au cours d'une réunion tenue samedi soir et présidée par le premier responsable du MCO, Tayeb Mahiaoui, "qui a salué, pour l'occasion, le travail réalisé par l'ancien défenseur international tout au long de la période qu'il a exercé dans le club", a précisé la même source.

Belatoui avait rejoint le Mouloudia, où il a fait l'essentiel de sa carrière de joueur, lors de l'intersaison.

Il a occupé le poste de coach adjoint du Français Bernard Casoni, avant de succéder à ce dernier après son départ en novembre précédent.

Il a retrouvé son poste initial suite à la nomination de Kheireddine Madoui, quelques semaines plus tard, comme nouveau coach en chef des "Hamraoua", rappelle-t-on.

Sur un autre registre, le MCO a engagé des contacts avec certains joueurs en vue de les enrôler, malgré le fait que leur club soit toujours interdit de recrutement.

De s'émarcher sont entrepris par la direction pour lever cette mesure à l'occasion de l'actuel mercato qui a commencé le 22 mars et se poursuivra jusqu'en 11 avril.

A ce propos, le meneur de jeu, Abdessamad Bounoua, qui vient de résilier son contrat avec la JS Kabylie (Ligue 1), a annoncé, via son compte officiel sur les réseaux sociaux, avoir trouvé un accord avec le président du MCO pour rejoindre ce dernier.

Le coach Madoui a déjà émis le vœu de renforcer son effectif par trois joueurs dont un meneur de jeu.

En revanche, il a décidé de se passer des services de cinq éléments, à leur tête le duo Nekkache-Derrardja, sauf que la direction du club peine toujours pour trouver un arrangement avec eux en vue d'une résiliation à l'amiable des contrats des deux joueurs arrivés l'été dernier du MC Alger.

A l'issue de la phase aller, la formation phare d'El-Bahia partage la première place au classement avec la JS Saoura et l'ES Sétif (33 pts chacun), mais ces deux derniers comptent respectivement un et trois matchs en retard.

LIGUE 1 (MISE À JOUR) CRB - WAT (1-1) Le Chabab retombe dans ses travers

Le CR Belouizdad a été accroché dimanche à domicile face au WA Tlemcen 1-1 (mi-temps : 1-0), en match disputé au stade du 20-août 1955, comptant pour la mise à jour de la 13^e journée du championnat de Ligue 1 de football.

Le Chabab a ouvert le score peu avant la pause grâce à l'ailier gauche Mohamed Islam Belkhir (42^e), avant que les visiteurs n'égalisent dans le temps additionnel par Mounir Aïchi (90^e+3).

Le CRB retombe dans ses travers, quelques jours après la victoire décrochée mercredi dernier en déplacement face à l'ASO Chlef (3-1) qui est venue mettre fin à une mauvaise série de neuf matchs sans victoires, toutes compétitions confondues. En revanche, le WAT se rachète après la défaite concédée sur le terrain de l'ES Sétif (4-1).

A l'issue de ce résultat, le CRB stagne à la 10^e place au classement avec 26 points, alors que le WAT rejoint à la 13^e position l'ASO Chlef avec 20 points chacun. Le Chabab aura encore à disputer quatre matchs en retard, dont le derby à domicile face à l'USMA.

Trois rencontres de mise à jour se joueront mardi : MC Alger - ASO Chlef (13^e Journée), JS Kabylie - RC Relizane (14^e Journée), et ES Sétif - AS Ain M'lila (14^e Journée). La Ligue de football professionnel (LFP) aura encore à programmer dix autres matchs de mise à jour, d'ici au début de la phase retour du championnat.

LIGUE 1 - RC RELIZANE (MERCATO) La CNRL fausse les plans du staff technique

L'entraîneur adjoint du RC Relizane, Sebbah Benyagoub a indiqué, dimanche, que le staff technique a réclamé du renfort à l'occasion de l'actuel mercato, qui a commencé lundi passé et qui se poursuivra jusqu'au 11 avril, mais son club pensionnaire de la Ligue 1 de football est toujours interdit de recrutement.

"Au vu de ce que nous avons enduré lors de la phase aller, le RCR a besoin de renfort lors de ce mercato.

Personnellement, j'ai ciblé certains joueurs que je souhaite faire venir, mais tout dépendra de la capacité de la direction du club à régler ses contentieux avec les éléments ayant saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) afin de lever l'interdiction de recrutement dont nous faisons l'objet", a déclaré, à l'APS, l'assistant de Cherif El Ouezzani à la barre technique de la formation de l'Ouest du pays.

Trois joueurs du "Rapid" ont vu leurs plaintes déposées auprès de la CNRL aboutir.

Il s'agit de Laïchour, Goumidi et le gardien de but Belalam.

Ces derniers ont rarement été alignés au sein de l'équipe d'où leur décision de recourir à l'instance en question pour avoir leur libération automatique et aussi se faire rétablir dans leur droit.

Et comme un malheur ne vient jamais seul, un ex-joueur de l'équipe vient d'avoir gain de cause auprès de la CNRL, à savoir l'actuel attaquant de l'ASM Oran, Kouriba, apprend-on du club.

Par ailleurs, l'ancien milieu de terrain du MC Oran s'est déclaré "satisfait" du parcours réalisé par les siens au cours de cette première manche du championnat en parvenant à la terminer en milieu du tableau, soit l'objectif fixé avant le début de cet exercice, selon ses dires Le RCR, qui retrouve l'élite après quatre ans passés en deuxième palier, compte un match en moins qu'il va livrer contre la JS Kabylie, mardi à Tizi Ouzou.

Le staff technique table énormément sur ce rendez-vous pour se racheter du nul concédé lors du match précédent face à l'ASO Chlef que les Relizanis ont accueilli au stade de Tlemcen en raison de la fermeture de leur stade pour la pose d'une nouvelle pelouse synthétique.

Le programme

Mardi (15h00) :

13^e Journée :

MC Alger - ASO Chlef

14^e journée :

JS Kabylie - RC Relizane

ES Sétif - AS Ain M'lila

Classement :

	Pts	J
1). ES Sétif	33	16
-). JS Saoura	33	18
-). MC Oran	33	19
4). O. Médéa	32	19
5). AS Ain M'lila	31	18
6). Paradou AC	30	19
-). CS Constantine	30	19
8). JS Kabylie	28	16
-). USM Alger	28	18
10). CR Belouizdad	26	15
11). RC Relizane	24	18
12). MC Alger	22	15
13). ASO Chlef	20	18
-). WA Tlemcen	20	19
15). NA Hussein-Dey	19	19
-). US Biskra	19	19
17). NC Magra	15	17
-). USM Bel-Abbès	15	18
19). JSM Skikda	8	17
20). CABB Arréridj	5	17

NB : Ce classement tient compte de la décision de défalquer six points (3 points de la victoire + 3 points de sanction) à la JS Saoura, pour avoir utilisé un joueur sous le coup d'une suspension, lors du match en déplacement face au Paradou AC, qu'elle a remporté sur le terrain (2-1).

CAN

Le Soudan qualifié aux dépens de l'Afrique du Sud, encore 6 places à prendre

Le Soudan s'est qualifié dimanche pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations, en écartant l'Afrique du Sud (2-0) à Khartoum dans le choc de la 6e et dernière journée des qualifications de cette édition reportée à 2022.

C'est la quatrième fois lors des sept dernières éditions que les Bafana Bafana sud-africains, champions à domicile en 1996, échouent à se qualifier.

Les Soudanais ont composté leur billet grâce à des buts de Saïfeldin Malik (5e) et de Mohammed Abdelrahman (32e). Avec 12 points, ils décrochent leur qualification à la compétition phare du continent.

Le Ghana, lui, était déjà qualifié dans ce même groupe C et a surclassé le Sao Tomé et Príncipe (3-1) à Accra, dans un match sans enjeu. Le défenseur amiénois Nicholas



Opokou a mis les Black Stars sur orbite en ouvrant le score à la 12e minute. Ensuite, Jordan Ayew a fait le break sur penalty (31e)

avant que Baba Rahman ne corse l'addition à l'heure de jeu pour donner plus d'ampleur à la domination des Ghanéens. Le but du Sao-Toméen Iniesta (83e) restera anecdotique.

Dans les autres matches du jour, la Namibie a battu pour l'honneur la Guinée, déjà qualifiée (2-1) dans le groupe A derrière le Mali, vainqueur du Tchad par forfait (3-0) Dans le groupe J, la Tunisie a dominé la Guinée équatoriale à Radès dans un duel opposant les deux sélections qualifiées avant cette journée.

L'autre match du groupe a vu la victoire de la Tanzanie face à la Libye (1-0) à Dar-es-Salaam. Avec la qualification soudanaise, six tickets restent encore à distribuer pour l'édition 2021 reportée à l'année prochaine au Cameroun (15 janvier-28 février 2022).

LIGUE 2 ALGÉRIENNE (9E JOURNÉE)

US Chaouia - USM Annaba et JSM Béjaïa - WA Boufarik à l'affiche

Plusieurs confrontations intéressantes sont inscrites au programme de la neuvième journée de Ligue 2, prévue mardi, avec à l'affiche deux chocs des titans, US Chaouia - USM Annaba dans le Groupe Est, et JSM Béjaïa - WA Boufarik dans le Groupe Centre, entre les deux Dauphins qui accueillent les leaders. En effet, l'USM Annaba (leader/18 pts), qui reste sur une victoire difficile à domicile contre le NRB Telegma (1-0) est appelée à rendre visite à l'US Chaouia (2e/17 pts) et qui reste sur un important succès en déplacement contre l'AS Khroub (1-2).

Ce qui promet une chaude empoignade qui vaudra le détour. Toujours dans le Groupe Est, et dans le bas du tableau, c'est la confrontation MSP Batna - MC El Eulma, entre le ge qui reçoit le 11e qui devrait captiver l'attention, car considérée comme un premier duel direct pour le maintien, alors que de son côté, la lanterne-rouge, l'AS Khroub (5 pts) devra effectuer un périlleux déplacement chez l'HB Chelghoum Laïd (3e/15 pts).

Dans le Groupe Centre, c'est le duel JSM Béjaïa-WA Boufarik, entre le troisième qui reçoit le co-leader, qui devrait le plus affoler les compteurs, car susceptible de bousculer l'ordre établi. Du moins, pour les 2e et 3e place, car l'autre co-leader le RC Arbaâ semble bien parti pour conserver sa première place, en étant appelé à recevoir le modeste 10e, WR M'Sila. De son côté, le RC Kouba, qui traverse une sérieuse crise de résultats depuis quatre journées (ndlr, 2 nuls et 2 défaites) n'est pas au bout de ses peines, car appelé à se déplacer chez le CR Béni-Thour (avant-dernier/5 pts) et qui voudra probablement profiter de ce match à domicile, pour vendanger dans les malheurs koubéens et s'éloigner par la même occasion de la zone de turbulences. Autre duel à suivre, même si les deux antagonistes ne sont plus aussi fringants que par le passé, le choc USM El Harrach - USM Blida, entre le cinquième qui reçoit la lanterne-rouge. Mais le club de "La Ville Des Roses", qui a remporté sa première victoire de la saison lors de la précédente journée, en dominant le CR Béni-Thour (2-0), semble avoir dépassé sa période de crise, ce qui laisse présager que malgré sa mauvaise posture, il pourrait poser de sérieux problèmes aux Harrachis. Enfin, dans le Groupe Ouest, cette 9e journée s'annonce à l'avantage du Dauphin MCB Oued Sly, qui aura peut-être la chance de subtiliser le leadership à l'ASM Oran, car appelé à recevoir le SC Ain Defla sur son propre terrain, alors que le club Asémiste devra se rendre à Saïda, où le MGS local (8e/8 pts) l'attendra probablement d'un pied ferme. Autre duel qui vaudra le détour dans ce Groupe Ouest, le choc IRB El Kerma - US Remchi, entre mal-classés qui l'un comme l'autre seront dans l'obligation de gagner pour s'éloigner de la zone de relégation. Tous les matchs de cette 9e journée sont prévus mardi, à 14h30, suivant la programmation de la ligue nationale de Football Amateur (LNFA).

APS

Le programme (en heures locales):

Groupe A: Dimanche						
Namibie - Guinée 2-1						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Mali	13	6	4	1	10	+6 Qualifié
2. Guinée	11	6	3	3	0	+3 Qualifié
3. Namibie	9	6	3	0	3	+1
4. Tchad	1	6	0	1	5	-12
* Le Tchad a été disqualifié car le gouvernement a dissous la Fédération et a ses deux derniers matches perdus sur tapis vert 3-0, contre la Namibie et le Mali.						
Groupe B: Lundi						
(18h00) Burkina Faso - Sud-Soudan						
Malawi - Ouganda						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Burkina Faso	9	5	2	2	3	+3
Qualifié						
2. Ouganda	8	5	2	2	1	+2
3. Malawi	7	5	2	1	2	-2
4. Sud-Soudan	3	5	1	0	4	-3
Groupe C: Dimanche						
Ghana - Sao Tomé et Príncipe 3-1						
Soudan - Afrique du Sud 2-0						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Ghana	13	6	3	1	1	+6 Qualifié
2. Soudan	12	6	4	0	2	+6 Qualifié
3. Afrique du Sud	10	6	3	1	2	+1
4. Ghana - Sao Tomé et Príncipe	0	6	0	0	6	-13
Groupe D: Lundi						
(18h00) Angola - Gabon						
RD Congo - Gambie						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Gambie	10	5	3	1	1	+3 Qualifié
2. Gabon	10	5	3	1	1	+4 Qualifié
3. RD Congo	6	5	1	3	1	-2
4. Angola	1	5	0	1	4	-5
Groupe E: Mardi						
(21h00) Maroc - Burundi						
Centrafrique - Mauritanie						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Maroc	11	5	3	2	0	+8 Qualifié
2. Mauritanie	6	5	1	3	1	0
3. Burundi	5	5	1	2	2	-3
4. Centrafrique	4	5	1	1	3	-5
Groupe F: Mardi						
(21h00) Cameroun - Rwanda						
Mozambique - Cap-Vert						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Cameroun	10	5	3	1	1	+4 Qualifié
2. Cap Vert	7	5	1	4	0	+2
3. Rwanda	5	5	1	2	2	-2
4. Mozambique	4	5	1	1	3	-4
Groupe G: Lundi						
(18h00) Egypte - Comores						
Togo - Kenya						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Egypte	9	5	2	3	0	+3 Qualifié
2. Comores	9	5	2	3	0	+2 Qualifié
3. Kenya	4	5	0	4	1	-1
4. Togo	2	5	0	2	3	-4
Groupe H: Lundi						
(21h00) Algérie - Botswana						
Zimbabwe - Zambie						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Algérie	11	5	3	2	0	+8 Qualifié
2. Zimbabwe	8	5	2	2	1	+6 Qualifié
3. Botswana	4	5	1	1	3	-2
4. Zambie	4	5	1	1	3	-6
Groupe I: Mardi						
(18h00) Guinée-Bissau - Congo						
Sénégal - Eswatini						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Sénégal	13	5	4	1	0	+8 Qualifié
2. Congo	8	5	2	2	1	+3
3. Guinée Bissau	6	5	2	0	3	-1
4. Eswatini	1	5	0	1	4	-10
Groupe J: Dimanche						
Tunisie - Guinée Equatoriale 2-1						
Tanzanie - Libye 1-0						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Tunisie	16	6	5	1	0	+9 Qualifiée
2. Guinée équatoriale	9	6	3	0	3	0 Qualifiée
3. Tanzanie	7	6	2	1	3	-1
4. Libye	3	6	1	0	5	-8
Groupe K: Mardi						
(15h00) Côte d'Ivoire - Ethiopie						
Madagascar - Niger						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Côte d'Ivoire	10	5	3	1	1	+4 Qualifiée
2. Ethiopie	8	5	3	0	2	+3
3. Madagascar	6	5	2	1	2	0
4. Niger	3	5	1	0	4	-3
* La Côte d'Ivoire devance Madagascar dans les confrontations directes (2-1/1-1)						
Groupe L: Joués samedi:						
Lesotho - Sierra Leone 0-0						
Bénin - Nigeria 0-1						
Mardi						
(18h00) Nigeria - Lesotho						
Sierra Leone - Bénin						
Classement:	PTS	G	N	P	Bp	Bc Dif.
1. Nigeria	11	5	3	2	0	+4 Qualifié
2. Bénin	7	5	2	1	2	0
3. Sierra Leone	4	5	0	4	1	-1
4. Lesotho	3	5	0	3	2	-3

UN RETOUR À PORTO POUR HERRERA ?

En manque de temps de jeu avec l'Atletico Madrid, Hector Herrera pourrait effectuer son retour au FC Porto. Ce serait du moins la volonté du club portugais, dixit les informations du Journal Record. Le milieu de terrain mexicain serait apprécié de l'entraîneur des Dragons Sergio Conceição, à tel point que se posera la question de son come-back au cours du prochain mercato estival. Parli du FC Porto durant l'été 2019 afin de s'engager avec les Colchoneros de Diego Simeone, qui avaient déboursé 11 millions d'euros, le footballeur âgé de 30 ans ne bénéficie pas de la confiance du technicien argentin. Toutes compétitions confondues, l'ancien sociaite de Pachuca n'a disputé que 14 matches depuis le lancement de la saison 2020-2021, pour 9 rencontres de Liga.



TOTTENHAM PENSERAIT À RAMSEY

Une formation de Premier League aurait des vues sur Aaron Ramsey, le milieu de terrain de la Juventus Turin.

Tottenham aurait pris des renseignements sur la situation du footballeur gallois auprès du club piémontais, selon les informations émanant des médias italiens relayées par le Daily Mirror. Les Spurs souhaiteraient savoir si la Vieille Dame était disposée à se séparer du joueur de 30 ans durant le prochain mercato estival.

Liverpool et Everton seraient également sur les rangs pour l'ancien pensionnaire d'Arsenal, lié jusqu'en juin 2023 avec les Bianconeri. D'après le site Transfermarkt, Aaron Ramsey dispose d'une valeur marchande de 20 millions d'euros.

Arrivé libre de l'autre côté des Alpes au cours de l'été 2019, l'ex-sociaite de Cardiff City a pris part à 26 matches toutes compétitions confondues, pour 18 rencontres de Serie A avec un bilan statistique de 2 buts et 5 passes décisives. Ralenté par les blessures, le numéro 18 turinois vit un exercice délicat avec le champion d'Italie en titre, quatrième du classement à dix points de l'Inter Milan et sorti par le FC Porto en huitièmes de finale de la Ligue des champions.

AGÜERO PISTÉ PAR LE PSG

Le Paris Saint-Germain songerait à s'immiscer dans la lutte pour un recrutement de Sergio Agüero, l'attaquant argentin de Manchester City.

En parallèle des pistes menant au FC Barcelone et à la Juventus Turin, l'avant-centre de 32 ans intéresserait également le club de la capitale française. Si l'on en croit les informations relayées par Marca et El Mundo Deportivo, l'entraîneur argentin Mauricio Pochettino voudrait attirer son compatriote dans l'Hexagone.

Sans avoir pour autant formulé la moindre offre concrète, le champion de France sortant serait même la formation la mieux placée pour enrôler le natif de Buenos Aires, dont le contrat avec les Citizens prend fin en juin prochain et qui sauf coup de théâtre ne prolongera pas avec la formation basée à l'Etihad Stadium.

S'il traverse actuellement une saison 2020-2021 difficile, entre blessures, coronavirus et forte concurrence à son poste, l'ancien footballeur de l'Atletico Madrid garde la cote sur le marché et ces courtisans prestigieux ne manqueraient pas de batailler pour s'attacher ses services. Présent depuis juillet 2011 dans l'effectif de Manchester City, qui l'avait acheté à l'époque pour 40 millions d'euros, Sergio Agüero n'a marqué que 3 buts en 14 matches toutes compétitions confondues depuis le début de cet exercice, pour une seule réalisation en huit rencontres de Premier League.

Ibrahimovic assure avoir changé

Rappelé en équipe de Suède ce mois-ci presque cinq ans après sa dernière cape, l'attaquant Zlatan Ibrahimovic (39 ans, 118 sélections et 62 buts) assure avoir effectué ce retour en se plaçant au service de son pays et pas pour des considérations personnelles.

"Je suis dans une approche différente maintenant. (...) J'ai mon record de buts en équipe nationale, ndlr) et j'ai marqué quelques buts dans la vie. Si je peux aider (Alexander) Isak à marquer des buts, je le ferai. Je ne suis pas ici à des fins personnelles. Je suis ici pour aider Janne (Andersson, le sélectionneur) et montrer le chemin, a assuré le buteur du Milan AC à la presse de son pays. C'est clair que je suis une personne complètement différente. Dans la communication, avec Janne, sur la philosophie qu'il défend. Il veut cette approche, alors je lui donne cette approche." Un état d'esprit symbolisé par ses deux passes décisives délivrées en deux matches contre la Géorgie (1-0) et le Kosovo (3-0) dans les éliminatoires de la Coupe du monde 2022.



KONATÉ EN ROUTE POUR LIVERPOOL !

Le RB Leipzig va encore perdre l'un de ses jeunes talents ! Alors que le départ de Dayot Upamecano pour le Bayern Munich a été acté, le défenseur central du RBL Ibrahim Konaté (21 ans, 15 matches et 1 but toutes compétitions cette saison) se rapproche très sérieusement de Liverpool, d'après les informations du média The Athletic ce lundi. En effet, le Français discute depuis plusieurs semaines avec les Reds, qui travaillent actuellement pour finaliser cette opération pour le prochain mercato d'été. Pour s'attacher les services de l'ancien Schalke, le champion d'Angleterre en titre va normalement lever sa clause libératoire, fixée à 40 millions d'euros. Un gros défi en perspective pour Konaté !

Buffon sur le départ ?

Dernière Wojciech Szczesny, le gardien de la Juventus Turin Gianluigi Buffon (43 ans, 10 matches toutes compétitions cette saison) a été peu utilisé par l'entraîneur Andrea Pirlo cette saison. Et d'après les informations du média italien La Gazzetta dello Sport ce lundi, l'ancien portier du Paris Saint-Germain, en fin de contrat en juin prochain, songe très sérieusement à quitter la Vieille Dame au terme de la saison. Pour le moment, le Transalpin n'a pas encore pris une décision définitive, mais l'idée d'un départ représente l'hypothèse la plus probable. Et ensuite ? C'est encore flou. Buffon se montre prêt à étudier deux possibilités : un rôle de numéro 1 dans un grand club en Europe ou la fin de sa carrière. Un dossier à suivre.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction

A. CHERBAL

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune reçoit les lettres de créances des nouveaux ambassadeurs d'Angola, du Japon et de Tunisie en Algérie

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu dimanche les lettres de créances des nouveaux ambassadeurs d'Angola, du Japon et de Tunisie en Algérie, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu dimanche les lettres de créances de trois (3) nouveaux ambassadeurs en Algérie. Il s'agit de son excellence l'ambassadeur de la République d'Angola, M. Toko Diakenga Seroa, son excellence l'ambassadeur du Japon, M. Akira Kono, et son excellence l'ambassadeur de la République de Tu-



nisie, M. Ramdhane El-fayedh", a précisé le communiqué. La cérémonie de présentation des lettres de créances s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, en présence du directeur de cabinet à la Présidence de la République, Nourredine Bardad-Daidj, et du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, selon la même source.

ALGÉRIE-ESPAGNE

M. Boukadoum en visite de travail à Madrid

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, effectue, lundi, une visite de travail à Madrid à l'invitation de son homologue espagnole, Arancha Gonzalez Laya, indique un communiqué du ministère.

Cette visite s'inscrit dans le cadre des consultations traditionnelles et régulières entre les deux pays, signataires, depuis 2002, du "Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération", et vise à développer davantage le dialogue politique et le partenariat stratégique entre les deux pays sur l'ensemble des questions et dans tous les domaines d'intérêt commun, notamment dans le contexte global actuel marqué par des crises pluridimensionnelles, précise le

communiqué.

"Outre les entretiens avec son homologue espagnole, M. Boukadoum sera reçu par sa Majesté le Roi Felipe VI auquel il transmettra un message du président de la République Abdelmadjid Tebboune", a ajouté la même source. M. Boukadoum sera également reçu par le président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, et prévoit de rencontrer plusieurs hauts responsables politiques espagnols, notamment la présidente du congrès des députés espagnol, Meritxell Batet Lamana, a ainsi que la 4^{ème} vice-présidente du gouvernement espagnol et ministre de la Transition écologique et de la Démographie, Teresa Ribera, conclut le communiqué.

DÉCÈS DU MOUDJAHID MOHAMED EL HADI REZAÏMIA Condoléances du président du Conseil de la Nation

Le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, a adressé dimanche un message de condoléances à la famille du moudjahid et officier de l'Armée de libération nationale (ALN), Mohamed El Hadi Rezaïmia, décédé samedi à l'âge de 93 ans. "C'est avec une profonde affliction que j'ai appris le décès du moudjahid, officier de l'ALN et commandant de la région 6 de la wilaya I historique, le défunt Mohamed El Hadi Rezaïmia, puisse Dieu lui accorder Sa miséricorde et l'ac-

cueillir en Son vaste paradis aux côtés des Chouhada et moudjahidine", a écrit M. Goudjil. "Moudjahid de la première heure, Mohamed El Hadi Rezaïmia avait rejoint très jeune les rangs de la Révolution dans la région 6 de la wilaya I historique", a ajouté M. Goudjil, soulignant que le regretté était "le compagnon d'armes du Chahid Abbas Laghrour et de cette trempe d'hommes qui ont voué leur jeunesse à la défense de la patrie et de la dignité son peuple". "Le défunt a participé

également aux offensives du Nord constantinois et à plusieurs batailles", a-t-il fait savoir. En cette douloureuse circonstance, M. Goudjil a exprimé ses condoléances les plus attristées et ses sincères sentiments de compassion à la famille du défunt et à ses compagnons d'armes, priant Dieu Tout-Puissant de l'entourer de Sa Sainte miséricorde et de l'accueillir en Son vaste paradis aux côtés de ceux qu'il a gratifiés de Ses bienfaits et entourés de Sa grâce éternelle.

ARGENTINE-ALGÉRIE

Un hommage rendu à l'Algérie pour avoir accueilli des opposants pendant la dictature

Un vibrant hommage a été rendu mercredi à l'Algérie, en Argentine, pour avoir accueilli, entre 1976 et 1983, des opposants argentins forcés à l'exil durant la période de la dictature qu'a connu ce pays.

Plusieurs ressortissants argentins faisant notamment partie des membres des familles d'anciens réfugiés politiques en Algérie pendant les années de la dictature, ainsi que des représentants de plusieurs associations ont célébré le 2 mars 2021 dans la ville de Rosario (Province de Santa Fe), "la journée nationale de la mémoire, de la vérité et de la justice" en la dédiant cette année à l'Algérie.

Des manifestations culturelles ont été organisées à cette occasion et les participants à la cérémonie de commémoration de cette journée ont rendu à l'unanimité, un hommage appuyé à l'Algérie. Les orateurs qui se sont succédé à la tribune ont témoigné la reconnaissance de toute une génération d'Argentins ainsi que celle des générations futures à l'Algérie et ont mis en évidence les principes qui

ont toujours guidé sa politique étrangère.

L'ambassadeur d'Algérie en Argentine a salué, quant à lui, cette initiative et encouragé ses promoteurs qui n'ont pas manqué dans leurs déclarations à la presse de souligner l'interaction qu'ils ont eue avec l'ambassade d'Algérie et le soutien dont ils ont bénéficié de la part de la représentation diplomatique algérienne.

Un palmier dattier (né d'un noyau de dattes venant d'Algérie), a été planté dans une place de cette ville de Rosario. Selon les personnes à l'origine de cette initiative, ce palmier "est le premier des 30.000 arbres devant être plantés dans toute l'Argentine pour commémorer le souvenir de cette période". La période de la dictature en Argentine a été baptisée par les militaires au pouvoir, à l'époque, le "Processus de réorganisation nationale". Au cours des sept ans de dictature, plus de 30.000 personnes ont disparu, des milliers d'autres ont été fusillés, emprisonnés ou ont été forcés à l'exil.

PALESTINE

Des dizaines de colons font incursion dans la mosquée d'Al-Aqsa

Des dizaines de colons ont fait incursion lundi dans la mosquée Al-Aqsa, dans la ville d'El Qods, a indiqué le Département des dotations islamiques. Dans un communiqué, le département précise que "274 colons ont envahi la mosquée ce matin". Divers groupes de colons ont appelé à organiser des incursions à grande échelle dans la mosquée Al-Aqsa, à l'occasion d'une fête juive, qui a commencé di-

manche et qui se poursuivra pendant sept jours. Les colons font généralement des incursions dans la mosquée tous les jours de la semaine, sauf le vendredi et le samedi. Depuis 2003, les services de sécurité de l'Occupation autorise les colons à faire des incursions dans la mosquée par la porte des Maghrébins, malgré les protestations successives du Département des dotations islamiques.

COVID-19-VACCINS

La Russie en mesure de fournir Spoutnik V au monde entier, selon un responsable russe

La Russie sera en mesure de fournir des doses du vaccin Spoutnik V au monde entier, assure le directeur du Centre Gamaleïa, Alexandre Guinzbourg, dans un entretien accordé au quotidien russe Izvestia.

Alors que plusieurs pays ont déjà approuvé la production du vaccin anti-Covid Spoutnik V sur leurs territoires, les chercheurs russes sont capables de mettre à l'échelle la production pour en fournir au monde entier, a déclaré M. Guinzbourg, sans toutefois donner des délais.

"Au départ, lorsque nous avons mis au point notre médicament, il était évident pour moi que quelle que soit la somme octroyée par le gouvernement, je ne pourrais pas créer une chaîne de

production susceptible de couvrir tout le pays", ajoute-t-il, précisant qu'aujourd'hui, "nous voulons livrer le Spoutnik dans 50 pays supplémentaires".

Selon le responsable, "si toute la production pharmaceutique mondiale se focalise sur la production du vaccin anti-Covid, toutes les plateformes ne pourront produire que 15% du médicament nécessaire pour vacciner 7,5 milliards de personnes".

À la mi-mars, le Centre Gamaleïa a fait savoir qu'il a plus de 10 millions de doses déjà été produites, alors que 80 millions de doses sont attendues d'ici fin du deuxième trimestre, selon Denis Mantourov, ministre russe de l'Industrie et du Commerce. Interrogé à propos d'une éven-



tuelle nécessité de changer la composition antigène du Spoutnik V en raison de la propagation des variants du SARS-CoV-19, M. Guinzbourg a répondu ne pas avoir de certitude car "nous sommes en train de l'étudier".

Quant à la production par des entreprises étrangères, celle prévue sur le territoire italien devrait atteindre 10 millions de doses par mois d'ici le mois de mai, a précisé M. Guinzbourg. De même, 200 millions de doses par an se-

ront produites en Inde. En plus de cela, l'organisation russe et la compagnie chinoise Shenzhen Yuanxing Gene-tech ont conclu un accord de production de plus de 60 millions de doses à partir du mois de mai. S'ajouteront, 150 millions de doses par an au Brésil, 500.000 doses par mois au Biélorussie, et plus de deux millions de doses par mois au Kazakhstan.

Certaines entreprises françaises, allemandes, italiennes et espagnoles ont conclu un accord de production du Spoutnik V, a annoncé le Fonds russe d'investissements directs (RFPD), ainsi que l'Inde, l'Iran, la Chine et le Brésil où la production a été lancée en janvier.